

RÉSONANCE

BULLETIN DE LIAISON DU MOUVEMENT – Décembre 2021 - spécial JEM21

Inventons ensemble un monde fraternel

©Jean SABIRON



Des
témoins qui
agissent
autrement



Des
idées pour
Poursuivre
autrement

Les Journées d'Études du Mouvement Poursuivre

du 3 au 8 octobre 2021 à Villeneuve d'Ascq (Hauts de France)

D'une
constatation de
la situation
générale,

à l'observation
de témoins
agissant
Autrement

nos valeurs
nous
encouragent à
ne pas
en rester là !

Il était une fois...	3
Conférence d'introduction par Florence JANY CATRICE	4 à 6
Philippe ADAÏME et Lamarana Sadio DIALLO	7 à 9
Autrement Insertion économique –P. VALENTIN	10 à 12
Visites de l'EPED, de Pocheo et du Chênelet	13 à 17
Autrement commerce – Bernard de BOISCHEVALIER	18 à 19
Autrement culture – Vincent DUMESNIL	20
Autrement soin – Christian PETITEAU	21
Autrement citoyenneté – Geoffrey MATHON	22 à 24
Autrement agriculture – Terre de liens	25
Autrement habitat – Jean-Louis SEHIER	26 à 27
Pacte Civique : baromètre de la Fraternité	28
Expressions de G. AURENCHÉ et F. MARTY	29 à 31
La place du marché des Poursuivants	32 à 33
Pour aller plus loin avec Dominique LESAFFRE...	34
RIEH – SIDI	35
Le mot de la Présidence	36 à 37
Envol	38 à 39

L'essentiel des débats sera progressivement visible sur
<https://vimeo.com/search?q=jem21>

Bibliographie

L'économie au service de la société	Florence JANY CATRICE et Dominique MEDA	Petits Matins
Le droit d'obtenir un emploi	Patrick VALENTIN	Chronique Sociale
L'assurance emploi	Patrick VALENTIN	Chronique Sociale
Zéro jeune en échec	Claude CHEVASSU	Chronique Sociale
L'écolonomie	Emmanuel DRUON	Actes Sud
Habitat groupé participatif	Yves CONNAN	Ouest-France
Bouleversante fragilité – l'arche	Christian SALENSON	Nouvelle Cité
La voie des paysans	Franke VAN DER HOF BOERMA	Actes Sud
On ne peut rien contre la volonté d'un homme	Damien CARÊME	Stock
Le choix des sobriétés	Jean-Baptiste de FOUCAULD	Atelier
Le pari de la fraternité	Guy AURENCHÉ – François SOULAGE	Atelier



JEM 21 - Il était une fois ...

Il était une fois, un tout petit coin de Bretagne, Le Mené près du bourg de Saint Gouëno, qui avait voulu, en 2018 partager publiquement son souci d'un développement au service des personnes.

Il était une fois, une association, le RIEH, Réseau International pour une Économie Humaine, qui fédère dans le monde entier des initiatives de personnes, vivant sur des territoires où les difficultés pour bien vivre s'accumulent, et qui s'organisent pour ne pas subir mais agir sur leur destin.

Il était une fois, un *poursuivant* breton qui assistait à cette rencontre, Jacques Bruneau, ancien président de Poursuivre, et qui a pensé que cette manifestation pouvait et devait sortir de ce cadre limité pour aller vers une plus grande ouverture, une plus grande diffusion. Il l'a donc signalé au CA de Poursuivre.

Lors de ce CA, Jean-Luc BEHR et Guy DEQUEKER se sont regardés : « Mais c'est nous, ça ! ». Et cela a été le point de départ du projet JEM21.

« Ensemble, inventons un monde plus fraternel ! ».

Il était une fois une équipe diversifiée mais animée d'un même désir de concrétisation, avec l'ambition de faire connaître à tous les Poursuivants, les grands témoins, les réalisations, les lieux porteurs d'espérance dont ils ont connaissance, les personnes et les endroits où on fait **autrement**.

Mais comme dans tous les contes, le Grand Méchant Loup (appelé ici COVID), a tenté de les décourager ; toutefois, animés d'une foi sans faille, ils ont travaillé sans relâche durant deux ans à rassembler des intervenants, des témoignages, ils ont concocté des visites « inspirantes » et/ou « découvertes », organisé une ducasse, avec le regard bienveillant de jeunes engagés qui leur ont fait des retours humoristiques et constructifs.

Merci à Florence JANY-CATRICE, universitaire, à Philippe ADAIME qui nous a partagé son expérience du Liban, à Lamarana Sadio DIALLO qui nous a permis de mieux comprendre les problématiques de la Guinée-Conacry ; et à tous les témoins¹, Guy AURENCHE, Bernard de BOISCHEVALIER, Vincent DUMESNIL, François MARTY, Geoffrey MATHON, Christian PETITEAU, Jean Louis SEHIER, Patrick VALENTIN, dont vous retrouverez les propos dans ces pages.

Il était une fois les Journées d'Etudes du Mouvement, qui ont eu lieu à Lille et dans les Hauts de France, du 3 au 8 octobre 2021.



Pour ceux qui étaient présents, vous pourrez dans ce numéro spécial revivre les instants riches des partages lillois, et pour ceux qui n'ont pas pu y assister, vous plonger dans la fraternité !

¹ Par ordre alphabétique

Une économie au service d'une société soutenable et fraternelle ?



La conférence (1) de Florence JANY CATRICE qui introduisait les JEM 21 a été unanimement appréciée à la fois sur la forme et sur le fond.

Il est difficile de résumer ou de synthétiser cette conférence très dense et le riche débat qui a suivi. Après avoir dans son introduction, indiqué que les trois termes : économie, soutenable et fraternelle du titre de la conférence méritent d'être discutés, Florence JANY CATRICE annonce que son exposé s'intéressera à l'économie comme discipline, puis à l'économie comme pratique(s) et enfin aux possibilités d'alternatives soutenables.

L'économie-discipline est celle qui est enseignée au Lycée et à l'université et qui est un domaine de recherche. Pour Florence JANY CATRICE cette économie-discipline ne se porte pas bien : à partir de références précises, elle montre que la pensée dominante (*mainstream*) de cette discipline n'a pas vu venir ou su anticiper plusieurs crises comme la crise financière de 2008 ou la crise écologique. Les économistes de l'économie politique, dont elle fait partie, bien que qualifiés d'hérétiques par le courant *mainstream*, avaient envisagé de telles crises et montré qu'elles sont liées à une crise de la science et de la pensée économique dominante.

Pour analyser ces défaillances, elle explicite les présupposés de cette science économique à partir des représentations qu'elle se fait des acteurs, de la société et du capitalisme dans ses modèles.

Dans ses modélisations, la science économique dominante présuppose que l'individu est un être isolé, égoïste, à l'appât du gain, cherchant à optimiser son intérêt personnel. Tous les acteurs (entreprises, travailleurs, consommateurs) sont mus par une rationalité calculatoire visant uniquement à maximiser leur profit.

La société est réduite à la somme des individus isolés et ne prend donc pas en compte que la société est le fruit de forces sociales sous-tendues par des valeurs morales, esthétiques, religieuses. Les faits économiques ne peuvent se réduire au seul point de vue de l'économie dominante, mais doivent s'enrichir du rapport à l'histoire, à la sociologie, à l'anthropologie, à la gestion, à la géographie etc.

Le capitalisme est vu comme une « économie de marché », tous les problèmes comme inégalités, crises financières, réchauffement climatique sont de simples défaillances de marché qu'il faut résoudre à partir des mécanismes du marché en accroissant la concurrence ou l'information voire en créant de nouveaux marchés comme la taxe carbone.

Cette science ambitionne d'être une science positive proche de la logique de la physique mettant à distance toute représentation de ce qui est bon, bien ou désirable. Mais elle ne s'est pas limitée à ce positivisme et a glissé dans la normativité en affirmant qu'il n'y aurait pas de crises si les hypothèses de départ étaient vérifiées et fait donc des préconisations sur ce que devrait être la nature humaine. En outre les économistes jouent un rôle dans le champ symbolique de l'expertise : ils sont écoutés et « proches du Prince ». Dans ces conditions la théorie dominante est « performative » et exerce des forces rétroactives, comme inciter un comportement vertueux des malades avec le reste à charge ou des chômeurs avec la baisse des allocations, en injectant de la concurrence dans l'économie sociale et solidaire ou dans la gestion des carrières des fonctionnaires.



Florence JANY CATRICE aborde ensuite **l'économie comme pratique(s)**, qu'elle décrit d'abord comme une succession de crises et de déséquilibres : chômage de masse, crises financières (2000, 2008), sanitaire (2020), inégalités multiples (Gilets jaunes), catastrophes climatiques...

(1) Résumée ici par Daniel POISSON. Texte intégral disponible sur demande

Ces situations sont aggravées par la libéralisation des capitaux, par la course à la compétitivité, par la réduction des protections collectives et renvoie les individus à leur responsabilité personnelle dans les épreuves qu'ils traversent.

Les crises écologiques en cours sont la résultante des dynamiques prédatrices sur la nature et les vies.

Ces crises émergent sans anticipation et sont marquées par une incertitude radicale qui ne peut pas se probabiliser.

Un exemple est la crise sanitaire due au Covid. Cette crise sanitaire n'est pas sans lien avec nos modes consuméristes et productivistes ; en effet le passage des maladies de l'animal à l'homme est amplifié par l'intensification de l'agriculture, la réduction des habitats naturels d'espèces animales, le commerce mondialisé et certaines consommations.

Après avoir défini le concept d'*anthropocène* qui qualifie l'ensemble des événements qui se sont produits depuis que les activités humaines ont une incidence significative sur l'écosystème terrestre. Florence JANY CATRICE préfère le concept alternatif de « *capitalocène* » d'Andréas MALM, écologue suédois qui souligne que ce n'est pas l'empreinte de n'importe quel homme qui est en jeu : 19 millions de newyorkais consomment plus d'énergie que 900 millions d'africains. C'est le capitalisme qui est le principal responsable des déséquilibres environnementaux.

Cette manière d'interpréter les crises interroge la responsabilité des logiques de notre système et en particulier le consumérisme et le productivisme. En référence à BAUDRILLARD, les inepties de la société d'abondance sont dénoncées comme le gâchis, l'obsolescence programmée. Ce consumérisme a transformé notre rapport à la société, les individus seraient plus intéressés par les objets que par les autres et bien que les plus riches de l'histoire, nous ne sommes pas les plus heureux !

Florence JANY CATRICE critique le productivisme et l'obsession des pouvoirs publics sur la croissance du PIB.

Le PIB compte positivement la réparation des catastrophes et ignore des activités de cohésion sociale, de solidarité et de fraternité. En référence à PIKETTY et à STIGLITZ, elle montre que la croissance est fortement inégalitaire, qu'elle profite aux plus riches et laisse de côté les pauvres. Enfin la croissance se fait au détriment de l'environnement et de la biodiversité et est indifférente à la préservation des patrimoines social et écologique.

Le goût pour le consumérisme et le productivisme repose sur deux croyances tenaces. La première est la croyance au ruissellement : il suffit d'enrichir les riches pour qu'ils réinjectent des richesses dans le système économique et que cela profite aux plus pauvres. La seconde est la croyance en la toute-puissance du progrès technique. Cette croyance fonde la « *croissance endogène* », l'amélioration du capital humain permet innovation et progrès technique qui accentuent croissance et capital humain qui...

La croyance « *techno-optimisme* » repose sur la mise en ordre de la nature et se heurte rapidement à la finitude des ressources et à l'urgence climatique. Un ordinateur représente 1,3 tonnes de CO₂

pour un droit annuel par personne de 1,8 t. Face au techno-optimisme Florence JANY CATRICE prône un « *social-optimisme* » prenant au sérieux la capacité humaine et collective à se mettre sur une trajectoire soutenable. Elle donne un exemple de ce social optimisme qui se développe aux marges du système capitaliste, la récolte et la commercialisation par des Japonais pauvres du champignon *matsutake* qui pousse dans des lieux sinistrés.

Elle aborde ensuite la troisième partie de son exposé sur **les possibilités d'alternatives** opposables aux lois funestes de l'économie classique.

La première est la persistance des économistes « hérétiques » qui sont encore vivants. Leurs travaux montrent qu'il est possible de se figurer l'humain comme intéressé par la société, altruiste et en quête du bien commun. En partant des besoins humains fondamentaux, s'ouvre alors tout un champ d'actions collectives possibles.



La seconde est l'émergence d'initiatives et de mouvements collectifs, qui ont pour objectif de prendre soin des communs sociaux et écologiques et de retrouver une capacité de penser et d'action collective. Elle cite entre autres le « *Pacte pour le pouvoir de vivre* », le manifeste « *Plus jamais ça* », le collectif « *convivialiste* ».

La troisième est la recherche d'autres indicateurs de richesses plus pertinents que le seul PIB, pour servir de boussole. Elle cite ses travaux avec Jean GADREY « *Les nouveaux indicateurs de richesse* » et son travail sur l'indice de santé sociale pour les régions et les départements français, mais aussi d'autres travaux de Dominique Méda « *Qu'est-ce que la richesse ?* » ou d'Oxfam « *Indicateurs du bien être territorial de la métropole de Grenoble* ».

La quatrième est l'économie sociale et solidaire qui représente 11% de l'emploi en France. Cette alternative entre État et marché et entre intérêt général et intérêt privé est une force de transformation sociale. L'économie sociale comprend les associations, fondations, coopératives et mutuelles ; leur gouvernance est démocratique et ne vise pas à rémunérer le capital. L'économie solidaire regroupe les organisations à finalité sociale et écologique. L'ESS joue aussi un rôle de plaidoyer pour infléchir les politiques publiques.

La cinquième est l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée. Elle rappelle les principes de TZCLD : ce n'est pas l'argent qui manque, personne n'est inemployable, ce n'est pas l'emploi qui manque, (voir le témoignage de Patrick VALENTIN pour plus de détails). Florence JANY CATRICE souligne que cette expérience rompt avec la perte de sens de nombreux emplois (*les bullshit jobs*). À partir de l'évaluation de l'expérimentation métropolitaine à Lille et à Tourcoing, elle montre l'aspect territorial du projet qui crée une dynamique partenariale forte, portée par les acteurs locaux ancrés dans la longue histoire de l'ESS du Nord. Les chômeurs longue durée de TZCLD créent du lien social dans des quartiers délaissés en développant une recyclerie, une épicerie solidaire, du maraîchage urbain, de la restauration et d'autres services de proximité non concurrents avec l'emploi existant.

Dans sa **conclusion**, elle propose de repartir des besoins sociaux, en particulier des besoins essentiels qui ont été interrogés par la crise sanitaire et soulèvent différentes questions : quelle quantité de travail est nécessaire pour répondre à ces besoins, selon quels critères socio-écologiques et comment les financer. Cela nécessite un plan de réparation écologique, de conversion socio-écologique appuyé par de la formation professionnelle massive. Ce plan impliquera la répartition du travail sur une base la plus égalitaire possible pour rendre compatible la réponse aux besoins et l'activité de la population. Elle insiste sur la nécessité que ce plan et la définition des besoins essentiels soient à l'image de la convention citoyenne sur le climat : largement débattu avec les citoyens. La justice sociale et écologique sont indissociables, il n'y aura pas de vraie conversion écologique sans réduction des inégalités et qu'un partage des gains de durabilité se substitue au partage des gains de productivité de la vieille et dépassée société de croissance.

Parmi la centaine de questions et/ou réactions, quelques exemples :

- Se réapproprier une gestion publique des biens communs (eau air alimentation)
- Être attentif et encourager ; favoriser l'émergence et le développement de mouvements collectifs
- Avoir une consommation numérique raisonnable, diminuer notre propre consommation énergétique
- Une société fraternelle est qualitativement une société, plutôt locale, basée sur une attitude relationnelle bienveillante
- Pour revaloriser le travail, réduire l'échelle des salaires
- D'accord sur les dérives des économistes libéraux : est-ce que cela ne révèle-t-il pas une crise et une faiblesse de la Politique au sens noble ?
- Est-ce que le marxisme ne correspondrait pas à ces projets de société ?
- En quoi, nous retraités assez bien nourris, sommes-nous plus ou moins complices du PIB, etc.. ?
- La doctrine sociale de l'Église catholique ne s'inspire-t-elle pas et ne promeut-elle pas les « valeurs » que vous avez présentées ?
 - Le discrédit jeté sur vos travaux n'est-il pas aussi imputable au sexisme ambiant et à la culture patriarcale qui caractérise la sphère des économistes ?



Qui sont Philippe ADAÏME et Lamarana Sadio DIALLO ?

Dans notre démarche d'élaboration du programme des JEM, nous avons, sur la proposition de Dominique Lesaffre, président du RIEH et Directeur Général de la SIDI, choisi d'inviter des partenaires étrangers, déjà en lien avec la SIDI et soucieux des valeurs que nous souhaitons mettre en avant.

Notre choix commun s'est porté sur Philippe ADAÏME, entrepreneur au Liban, et sur Lamarana Sadio DIALLO, ancien Directeur Général du Crédit Rural de Guinée Conakry, dont nous vous présentons ci-après le parcours.

Philippe ADAÏME, Directeur Général de FTTL, est un juriste d'affaires, diplômé de la Faculté de la Faculté d'Aix Marseille. Il est également titulaire d'un MBA, obtenu à l'ESCP de Paris ; il a une longue expérience dans le conseil aux entreprises, la gestion, et le développement économique. Il a enseigné pendant plus de dix ans, dans diverses universités libanaises.

En 2006, il fonde avec quatre amis, l'ONG Fair Trade Lebanon (FTL), pour le développement du Commerce Equitable au Liban, puis en 2011, il contribue à la création de la société Fair Trade and Tourism Limited (FTTL), pour soutenir la distribution des produits des petits producteurs.

Lamarana Sadio DIALLO, vient témoigner, -un mois après le coup d'état en Guinée de septembre 2021- de son expérience professionnelle, longue de 32 années en Banque pour la microfinance.

Ingénieur agronome et diplômé d'un Master 2 en Banque, il a occupé successivement au Crédit Rural de Guinée Conakry, les postes, de Directeur d'agence, de Directeur de l'inspection, Directeur du Réseau, et de Directeur Adjoint et des Ressources Humaines, avant de terminer sa carrière comme Directeur Général du Crédit Rural de Guinée Conakry.

Il a également exercé comme Maître de Conférences, à l'Ecole Supérieure de la Banque de Paris et présidé l'Association professionnelle des Institutions de Microfinance de Guinée.

Après avoir campé les contextes politiques et économiques de leurs pays respectifs, ils ont accepté de nous livrer leur expérience, pour une économie plus juste au service des « petits ».



Philippe ADAIME nous a prouvé que l'on pouvait mettre les initiatives au service de l'intérêt commun en **entreprenant Autrement**.



Un long chemin parcouru...

2005-2006 : Cinq amis de la Société de Saint-Vincent-de-Paul s'engagent sur une question : Comment soutenir une population à bas revenus ? ... en valorisant le savoir-faire de la gastronomie libanaise !

Ils s'appuient sur une coopérative de treize femmes qui produit de l'huile d'olive et des tisanes à la frontière israélienne. Mais lors de la guerre du Liban en 2006, tout est rasé. Interviennent alors pour les soutenir, le CCFD et la SIDI avec un prêt exceptionnel de 200 000€. Une quinzaine de coopératives les rejoignent.

2009 : La crise économique met à mal l'organisation.

A Lyon, à l'occasion d'un Salon professionnel, Philippe rencontre la *Fédération des Artisans du Monde*, premier réseau associatif de commerce équitable en France. C'est une clé de développement pour l'activité.

2011 : Passage en " société anonyme libanaise (SAL) ", la création d'une marque blanche adaptée à chaque pays, d'une marque propre certifiée Fair Trade Lebanon "Terroirs du Liban", marque de commerce équitable qui porte une histoire, un goût, une tradition sont les étapes majeures qui ont permis de s'installer comme principal acteur du commerce équitable, éthique et transparent au Liban qui fait travailler 1500 personnes sur 49 territoires.

La SAL emploie 43 personnes et comprend notamment

- Une structure d'export centralisée (unité de dernier contrôle par test produit, finishing, mise en carton, en container)
- Trois bureaux avec ingénieurs et responsables Qualité pour répondre à la forte demande de soutien technique et pratique.

2020 : dans la crise que traverse le Liban, FTTL et FTL sont un peu protégés : ils exportent, donc sont payés en monnaies fortes.

Pour mettre au point les règles de fonctionnement et ériger que la fraude est interdite !

C'est une leçon qui porte pour une coopération de longue durée, qui passe par :

"Faire confiance et Responsabiliser" : On accepte l'erreur, on sanctionne la triche.

"Demander des comptes" : Après avoir appris à tenir des comptes, à établir des budgets, chaque coopérative les présente aux autres et un vote entérine la présentation.

L'objectif, le but ultime est de redonner confiance et stimuler l'appartenance à une identité libanaise : la langue (dialecte libanais), la gastronomie, l'hospitalité y contribuent.

Avec un potentiel énorme ...

Un double objectif est visé à cinq ans :

Créer une plateforme de vente aux États-Unis

Regrouper soixante-dix entreprises de l'agroalimentaire, et les unir sous une marque chapeau pour les soutenir à l'export afin de diminuer leur dépendance à l'égard de l'Arabie saoudite et des Emirats.

Enfin, c'est autour d'une table ronde- débat que Philippe a partagé les valeurs sur lesquelles lui et ses équipes s'appuient. Après son témoignage en plénière, il a rencontré deux groupes en approfondissement de la démarche. Les échanges, cordiaux et très libres, ont permis d'éclairer certains points et de dégager quelques idées fortes.



Financer **AUTREMENT** dans le monde rural

Lamarana Sadio DIALLO nous parle de l'inclusion financière, l'offre de services financiers et bancaires aux personnes les plus pauvres, il insiste aussi sur le courage et la persévérance qui « paient ».



Le Crédit Rural de Guinée est la plus grande institution de microfinance du pays. Elle est présente dans les 33 préfectures du pays, au rebours des banques classiques qui ne sont présentes que dans les centres urbains importants. Sur 242 communes de Guinée, seules 9 ne sont pas concernées par le Crédit Rural.

Le CRG propose de la microfinance inclusive. Il se donne pour mission de répondre aux besoins financiers de la population la plus démunie jusque dans les zones les plus reculées des centres villes : épargne, prêts, transfert d'argent.

Les prêts individuels s'élèvent en moyenne de 100 à 200 €, rarement 1 000 à 2 000 €. Les taux d'intérêt sont de 1 à 2% par mois. Une assurance a été instituée pour les décès et les mises en invalidité des emprunteurs.

Le Crédit Rural gère 500 000 clients. Avec une moyenne de 5 personnes par famille, on peut dire qu'il touche 20% de la population guinéenne.

Cela a contribué aussi à l'émancipation de la femme, et favorisé leur autonomie financière.

Les productions agricoles ont pu augmenter, et couvrir les besoins de la population en pommes de terre, et même permettre des exportations.



Les revenus de ces clients ont permis de couvrir les dépenses de santé dans

les villages, notamment pour le paludisme et les parasitoses, et les enfants ont pu aller à l'école. Plus particulièrement en 2014, le Crédit Rural de Guinée a été touché au début de l'épidémie de virus Ebola. Contrairement à beaucoup d'autres, le CRG a continué à travailler, tout en prenant des mesures spéciales pour se prémunir de l'infection et protéger son personnel et ses clients. Les employés ont notamment été encouragés à communiquer avec les clients et traiter les paiements par téléphone, rééchelonner les prêts des entrepreneurs affectés par Ebola (y compris une annulation de la dette en cas de décès), continuer à décaisser de nouveaux prêts, et enfin, à permettre aux clients d'accéder à leur épargne. Le CRG a également fourni une aide aux familles des membres du personnel touchés par le virus. En outre, le CRG a lancé une campagne nationale de sensibilisation pour informer les clients et la population en général sur les mesures de prévention permettant d'éviter la transmission du virus. Au total, plus de 4 000 personnes ont participé à ces séances de sensibilisation. Avec l'appui du Programme Alimentaire Mondial, le CRG a apporté une indemnisation à plus de 55 000 familles touchées par le virus et à 1 000 survivants d'Ebola, qui continuent à être stigmatisés par leurs communautés.

La SIDI (Société d'Investissement et de Développement International) est un des actionnaires du Crédit Rural et contribue au financement et à l'accompagnement des acteurs locaux.



Insérer **Autrement**

Territoires Zéro Chômeur Longue Durée ?

Créé à l'initiative **de Patrick Valentin** et repris par ATD Quart Monde en 2011, ce dispositif veut montrer qu'il est possible, à l'échelle de petits territoires et sans surcoût significatif pour la collectivité, de **proposer à tout chômeur de longue durée qui le souhaite, un emploi à durée indéterminée à temps choisi, en développant des activités utiles pour répondre aux besoins des divers acteurs du territoire**. Ainsi, le dispositif embauche en CDI tous les volontaires, via les structures créées dans le cadre du dispositif. Les salariés peuvent être mis à disposition par la structure pour des entreprises du territoire dans une optique d'embauche. Dans tous les cas, le salarié dispose d'un droit de retour au sein de la structure s'il le souhaite. Ce dispositif est porté par le [Fonds d'expérimentation territorial contre le chômage de longue durée](#) (ETCLD), qui assure le versement des salaires, et l'association [Territoires Zéro Chômeur Longue Durée](#) (TZCLD). L'expérimentation est financée par la contribution du développement de l'emploi versée par l'Etat, les contributions départementales et celle de la délégation à l'emploi.



Le dispositif se structure autour de 3 hypothèses :

- **Personne n'est inemployable** : tout le monde peut travailler selon ses besoins
- **Ce n'est pas le travail qui manque** : il y a des activités utiles qui ne sont pas créées, par manque de rentabilité ou de temps des agents économiques. Via TZCLD, nous créons du travail supplémentaire, qui rend un service auparavant inexistant sur le territoire
- **Ce n'est pas l'argent qui manque** : il existe de l'argent pour financer la suppression de la privation d'emploi, notamment les aides sociales existantes (RSA, primes chômage) mais aussi les économies réalisées par les finances publiques lors du retour à l'emploi (augmentation des montants perçus via les cotisations et les impôts par exemple)

Le dispositif a fait l'objet d'une proposition de loi adoptée en 2016, et **10 territoires** expérimentent depuis le dispositif partout en France : **13 Entreprises à but d'emploi (EBE), 9 associations et 4 Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC)** ont été créées, avec **1000 personnes embauchées depuis 2017** dans des secteurs d'activités très variés. Le chiffre d'affaires global continue de croître, pour atteindre environ 5000 € par ETP.

Le Sénat a validé en novembre 2020 la proposition de loi étendant et prolongeant l'expérimentation pour 5 années supplémentaires. L'objectif est d'**étendre le dispositif à 50 autres territoires**, tout en renforçant les expérimentations déjà lancées.

Quelles démarches d'évaluation du dispositif ont été mises en place ?

Une première brique d'évaluation de l'impact du dispositif a été réalisée par des acteurs externes au projet. Dans le cadre de la loi de 2016, un **Comité scientifique** de l'expérimentation a été constitué : il a rendu un rapport intermédiaire en 2019. A cette publication s'ajoute le rapport d'évaluation économique de l'expérimentation par les Inspections générales des finances et des affaires sociales (IGAS), et un rapport porté conjointement par l'IGAS et l'association TZCLD.



Une deuxième brique d'évaluation de l'impact du dispositif a été portée en interne. Le fonds d'expérimentation a produit des bilans intermédiaires, et l'association a effectué un travail de **capitalisation des enseignements et points de vigilance** qu'elle a partagé avec les pouvoirs publics. L'objectif était de recueillir et analyser ce qui s'est produit pendant l'expérimentation, pour capitaliser et outiller les futurs territoires mettant en place le dispositif. Cette capitalisation se structure selon les thèmes fondamentaux du projet : la notion de consensus territorial, d'exhaustivité, de complémentarité, etc.



Pour mener ces travaux, nous avons mené une **démarche quantitative et qualitative** en nous **appuyant sur le cadre de la loi de 2016, ainsi que sur les 3 hypothèses structurantes de départ**, par exemple :

- Sur l'hypothèse de l'employabilité de tous, nous avons mené un travail de **suivi des volontaires**
- Sur l'hypothèse d'avoir un travail utile au territoire, nous avons mené un travail de **répartition statistique des typologies d'activités créées** et avons évalué les **liens entre les emplois supplémentaires créés et les objectifs des politiques publiques** de leurs territoires d'implantation
- Sur l'hypothèse liée aux économies générées, nous avons initialement développé une méthodologie d'entretien pour collecter des données réelles sur les salariés et déterminer les économies liées à leurs embauches. Ce travail n'a pas été suivi car il était très chronophage, et des informations proches étaient déjà collectées par le comité de suivi. Nous travaillons maintenant aux **calculs des coûts évités avec les territoires**, pour déterminer les postes d'activation des dépenses passives. C'est un grand travail de reprendre ligne par ligne les budgets des collectivités pour identifier les économies générées, mais il est indispensable et intrinsèque à la logique de l'expérimentation, la loi de 2016 prévoyant l'extension du financement du dispositif à d'autres organisations.

Nous avons également **interrogé parmi nos bénéficiaires ceux qui avaient été durablement privés d'emploi** pour comprendre comment ils avaient vécu leur privation d'emploi, puis leur retour à l'emploi. Sur l'aspect quantitatif, le fonds d'expérimentation s'est doté d'un système d'information permettant de suivre des indicateurs précis, beaucoup d'éléments étant encadrés par la loi.

L'ensemble des critères a été déterminé **en collaboration avec les EBE et comités locaux** : avec un périmètre relativement restreint de 10 territoires, il a été possible d'aller interroger chaque expérimentation locale pour se rendre compte de la faisabilité opérationnelle des démarches d'expérimentation et d'évaluation. Ces démarches ont été menées conjointement avec eux, via des réunions et échanges réguliers pour **définir des indicateurs à la fois significatifs, pertinents et possibles** à mesurer.



Quels sont les difficultés rencontrées ? Quels sont les enseignements que vous souhaiteriez partager ?

Une de nos difficultés d'évaluation est très actuelle : la démarche mise en œuvre jusqu'ici, a été pensée pour la première phase de l'expérimentation. Avec la prolongation de l'expérimentation et les perspectives d'essaimage du dispositif, nous devons penser à son évolution. Cela nous incite à être humble vis à vis de cette démarche, et à nous rappeler qu'il y a souvent un écart entre ce qui a été pensé et ce qui est mis en place. **Il ne s'agit pas d'avoir un protocole parfait, mais plutôt s'assurer que tout le monde comprenne la démarche d'évaluation et que chacun se sente partie prenante.** Il est crucial pour cela de s'assurer de l'implication des expérimentations locales au fil du projet et de l'évaluation, à côté de leurs opérations, alors même que les territoires n'ont pas toujours de budget dédié à l'évaluation des actions.



Nous avons également dû réaliser un travail de sensibilisation auprès des pouvoirs publics pour leur expliquer l'absence de données consolidées sur certains critères. **Jongler entre la souplesse nécessaire à la mise en place de l'expérimentation et aux exigences des suivis externes** n'a pas toujours été évident.

Enfin, au-delà de répondre à des besoins de valorisation externes, nous voudrions **souligner l'apport interne pour l'organisation de mettre en place une démarche d'évaluation.** Faire ces exercices de bilans intermédiaires nous a permis de nous arrêter à intervalles réguliers pour prendre du recul sur l'opérationnel. Cela nous a permis de nous recentrer sur les fondamentaux constituant le projet, de voir collectivement comment le projet théorique se traduisait dans la réalité, de mesurer son avancée, et de remobiliser les équipes.

Quelles sont les prochaines étapes de l'évaluation de l'impact social de l'expérimentation ?

Nous passons aujourd'hui dans une seconde phase, suite aux bilans intermédiaires réalisés par le fond d'expérimentation et à l'évaluation externe du comité de suivi.

Tout d'abord, nous allons **poursuivre le travail entamé sur l'évaluation des dépenses passives des collectivités territoriales.** Nous souhaiterions également pouvoir obtenir et traiter les données du comité scientifique de suivi, proches des données que nous avons essayé de collecter.

Ensuite, nous aimerions renforcer **l'évaluation des aspects extra-financiers** du dispositif, jusqu'ici focalisée - à la demande de l'Etat - sur l'argent investi. Nous avons pu réaliser des **séjours d'immersion** sur les territoires expérimentaux, utiles pour nous rendre compte des effets indirects de notre action. Structurer les données que nous avons récoltées, fait partie de nos prochaines étapes. Nous souhaiterions également exploiter la matière collectée via les **récits des bénéficiaires**, en les structurant par thèmes.

Enfin, nous voudrions **développer et structurer un laboratoire où nous mobiliserions des universités et des chercheurs** sur des thèmes identifiés, ce qui nous permettrait par ailleurs de bénéficier de leur approche indépendante. Ce laboratoire devra être articulé avec les démarches existantes d'évaluation territoriales, pour avoir une cohérence entre une démarche de recherche nationale et des pratiques évaluatives territoriales.

Apprendre Autrement

EPPED à Quievrechain, une école de production

Comment est né le concept d'écoles de production ?

La Fédération Nationale des Écoles de Production (FNEP) a été créée à Lyon fin 19^e siècle sur le concept "**il faut pratiquer pour apprendre son métier**", celle de Quievrechain depuis 2012.

Le **concept** de *faire pour apprendre* repose sur la bienveillance mais aussi l'exigence car les élèves travaillent pour de vraies entreprises. La commande doit être bien faite et avec le respect des délais. **Les professeurs** sont là pour accompagner le jeune, on travaille le savoir-être, le respect d'autrui, l'esprit d'équipe. Le secret de la réussite repose sur des petits effectifs, un encadrement par un maître professionnel et un **suivi individuel, personnalisé** via un livret de compétences. **Les élèves** réalisent de vraies commandes. Ils sont encadrés par des professionnels pour les cours professionnels et les clients sont des entreprises, des mairies, des associations, et des particuliers...

La Fédération regroupe 41 Écoles de Production en France, qui préparent 1200 élèves à des diplômes professionnels d'État (CAP, BAC pro ou certifications professionnelles) dans divers domaines d'activité : restauration bois, métallurgie, mécanique, production, électricité...

Quel est le profil des élèves ?

La grande majorité des élèves que nous formons sont des élèves avec des difficultés scolaires et souvent avec un contexte personnel compliqué ayant besoin d'un autre modèle pédagogique éducatif.

Nous travaillons avec des petits effectifs : 12 élèves maximum en 1^{re} et en 2^e année Ce que nous recherchons ce ne sont pas les résultats scolaires mais bien des élèves motivés et volontaires. Il faut être intéressé par le travail du bois et être manuel, vouloir se servir de ses mains de façon concrète ! Ce que nous recherchons, c'est la volonté et la motivation.

Quel est leur parcours ?

Dans la plupart des cas, ce sont les collèges des environs, les missions locales ou la Direction de la Protection judiciaire de la Jeunesse (DPJJ) qui nous contactent.

Nous organisons des journées « portes ouvertes » chaque année et c'est à cette occasion que se font les pré-inscriptions. Les élèves découvrent la formation et l'école dans le cadre d'une semaine d'immersion. C'est à cette occasion que l'équipe éducative décèle ceux qui accrochent ou pas. On voit très vite la petite étincelle dans leurs yeux pour ceux qui ont le « déclic. » Il est possible également aux collégiens des établissements alentour de faire des stages tout au long de l'année pour découvrir l'école, son fonctionnement et « le métier du bois. » Les élèves préparent le **CAP Constructeur Bois**. Ils suivent les commandes de A à Z : de l'élaboration des devis jusqu'à la pose sur place des constructions.



Joëlle HOUDART
Directrice de l'EPPED



Comment s'organise leur formation ?

En atelier : les élèves sont encadrés par deux professionnels du bois et une assistante formatrice (qui est elle-même une ancienne élève). **Les cours** sont organisés avec 2/3 en atelier (22h), 1/3 enseignement général (11/12h) **individualisé** sur les difficultés des élèves. En 2^e année, les jeunes effectuent un stage dans une entreprise pour qu'ils aient

une expérience supplémentaire. Un système de **travail en binôme** est mis en place entre un élève de 1^{re} et un de 2^e année qui amène son expérience et montre comment faire. En cas de difficultés, les élèves peuvent préparer leur CAP en 3 ans. Certains jeunes poursuivent leur formation. Nous avons un jeune qui vient de poursuivre en CAP Couvreur. Il existe aussi des spécialisations en ossature Bois, les autres élèves s'insèrent dans la vie active.

Quel est le retour des entreprises

Les retours des chefs d'entreprise sont extrêmement positifs. Ils sont même étonnés car les élèves savent travailler sur tous types de machines, ils sont volontaires et ne rechignent pas au travail, au contraire !

Comment est financée l'école ?

"L'école de production est sous statut associatif. On dénombre 7 salariés : 30 % du budget est financé par la production. Il faut toujours veiller à maintenir un équilibre : maintenir la qualité de l'enseignement en ne prenant pas trop de commandes. Nous pouvons depuis peu compter sur les fonds européens. Nous avons également la chance d'avoir des dons de la part de fondations et la taxe d'apprentissage."

La scolarité y est de 30 euros par mois mais les élèves bénéficient de la bourse sur critères sociaux, les familles ne déboursent rien. La cantine est prélevée directement sur la bourse.

Et pour commander ?

Vous pouvez retrouver sur le site de l'école le catalogue qui répertorie les réalisations des jeunes : chalets de Noël, tables de jardin, bancs..."

Et si une production vous intéresse : n'hésitez pas ! Cela contribue à la professionnalisation de ces jeunes !

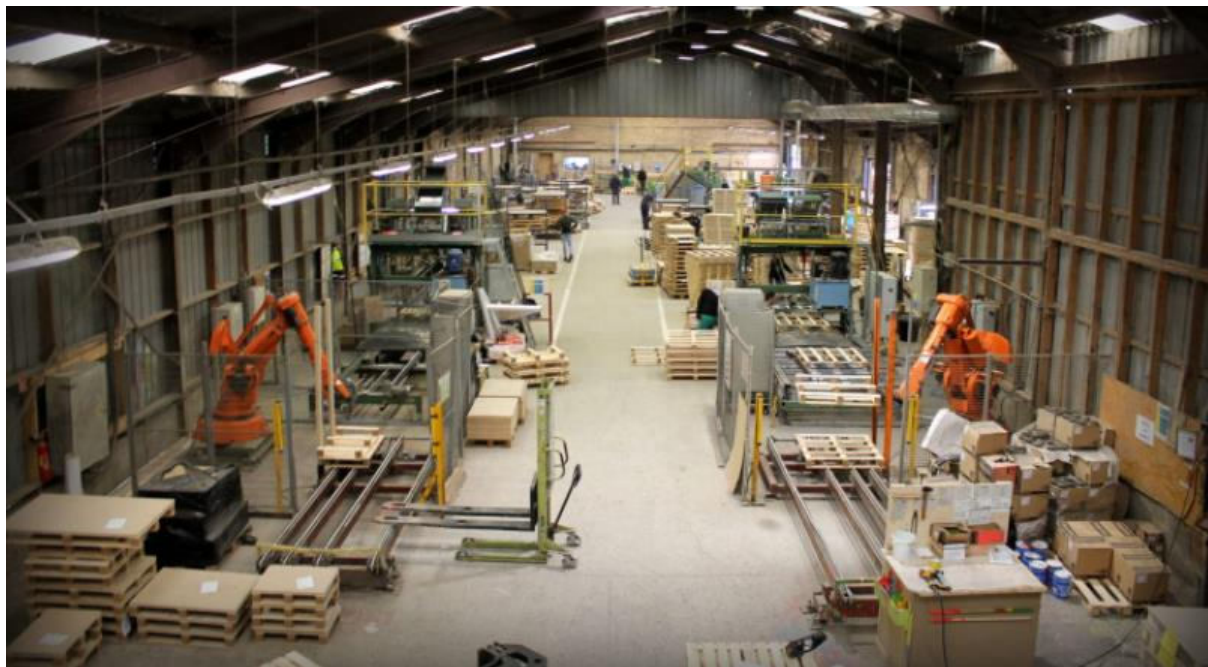
Et pour en savoir plus : n'hésitez pas à suivre notre actualité en visitant

- le site de la fédération des écoles de production : <https://www.ecoles-de-production.com/>
- Le site de l'École de Production de Quiécrechain : <https://www.ecoles-de-production.com/ecoles/ecole-de-production-epped/>



Insérer **Autrement** : Visite du Chênelet à AUDRUICQ (Pas-de-Calais).

Nous avons eu le privilège d'une visite guidée par François MARTY, le créateur de ce concept d'entreprise, accompagné de 2 autres dirigeants des premières heures.



Le CHÊNELET est une entreprise qui s'est donnée pour mission le retour à l'emploi de personnes sorties du monde du travail, à travers le développement de l'économie locale et solidaire. Il existe quatre sites de production : Audruicq, Landrethun-le-Nord, Signy-le-Petit dans les Ardennes et une autre à Toucy dans l'Yonne. Au total, cela représente environ 300 salariés dont 20% de permanents seulement, le reste des travailleurs étant constitué d'hommes et de femmes en formation pour 6 mois au minimum et 2 ans au maximum. Les formations concernent des domaines aussi variés que la filière bois, la conserverie, la construction de maisons passives pour ne citer que les principales. Les formations sont diplômantes à travers la délivrance de CQPi (Certificats de Qualification Professionnelle interbranches). Cette reconnaissance du niveau de formation par les organismes professionnels atteste de la réussite du projet.

L'établissement d'Audruicq (140 personnes) est capable de produire journalièrement 2 000 à 3 000 palettes de bois de dimensions spéciales avec parfois des urgences de fourniture de 2 heures entre la commande et la livraison en « sur mesure ». La filière est complète de la livraison des grumes (à l'arrêt actuellement à cause des cours mondiaux) à la livraison. Un deuxième produit est fabriqué dans l'usine, à savoir de grands panneaux préfabriqués destinés à la construction de maisons passives. Ces maisons passives modulaires sont essentiellement destinées à bâtir des habitations sociales pour les collectivités. Plus chères que les constructions traditionnelles ces maisons se révèlent particulièrement économiques à l'usage.

Nous avons complété cette visite inspirante par une visite découverte de la Coupole d'Helfaut. Cet immense bunker, construit par l'organisation TODT en 1943-44, devait être la base de lancement contre Londres des fusées V2. Mis au point par l'équipe de Von Braun, ces missiles sont, avec la bombe atomique américaine, les engins les plus novateurs développés durant le deuxième conflit mondial. Les V2 furent fabriqués en série dans l'usine souterraine « mittelwerk », située au cœur de l'Allemagne, par des déportés du camp de concentration de Dora.





Repérée par les alliés, les bombardements ont empêché le fonctionnement de ce site en dépit de la résistance de la fameuse coupole de 91 mètres de diamètre, 5,5 mètres d'épaisseur et 55.000 tonnes.

Cet épisode de l'histoire du deuxième conflit mondial était connu de la plupart des « nordistes » mais nombre de poursuivants d'autres régions ont découvert cet aspect peu connu de la guerre.

Économiser **Autrement** : visite de **POCHECO**

POCHECO, entreprise fondée en 1928, a fabriqué jusqu'à 2 milliards d'enveloppes/an pour les banques, assurances et la CPAM.



Edouard SELLIER

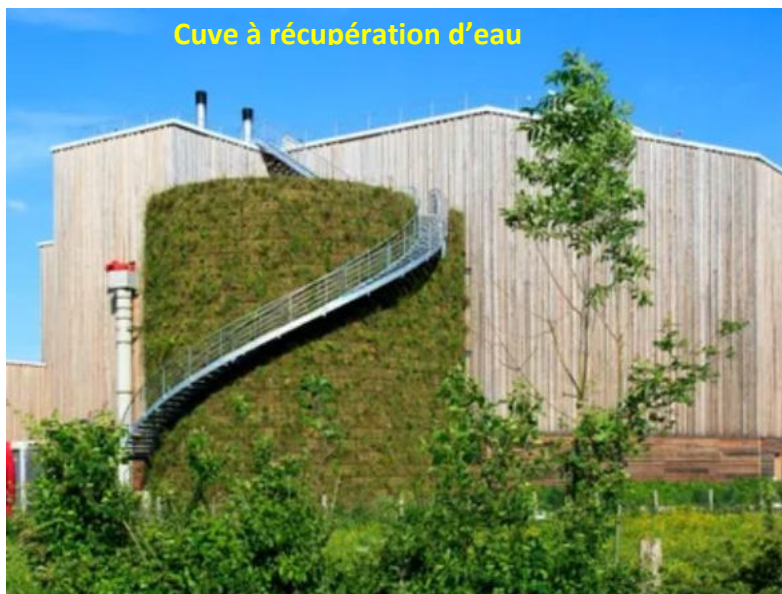
Ingénieur en écologie,
notre guide

Fabriquées avec du bois finlandais géré durablement, toutes ces enveloppes sont recyclables et biodégradables. Les encres sont sans solvants chimiques, remplacés par de l'eau de pluie récupérée des bâtiments. Toiture végétalisée en partie, système de chauffage, de centre de tri (postal pour les entreprises clientes), stockage, et espace permaculture, ont été installés dans une ancienne usine textile à Forest sur Marque (15 kms de Lille).

Son patron, M DRUON, part d'une confiance absolue les uns les autres et cherche à savoir ce que les salariés peuvent apporter. « Mon rôle, dit-il, est d'investir pour qu'ils travaillent dans les meilleures conditions en faisant baisser la pénibilité. Je veux les meilleures machines, je donne ce qu'il y a de mieux et en retour j'exige le meilleur d'eux-mêmes ».

Et ainsi se développent de nouvelles activités en conseil de services aux entreprises. L'association Canopée reforestation gagne chaque jour en légitimité auprès des collectivités.

« L'Écolonomie est née ! : « Ce que j'ai pu améliorer dans le parcours de production, je peux en faire profiter à d'autres entreprises en conciliant respect de l'environnement et des salariés, économie et écologie » ! Jusqu'à proposer aux chefs entreprises une bonne utilisation des terrains non construits en développant de la permaculture pour les salariés !



Le groupe ayant participé à cette visite fut très agréablement surpris du grand « foisonnement » d'idées générées par POCHECO.

Un exemple, la livraison des enveloppes se fait de plus en plus souvent sans boîtes cartons, sans sachets, sans films plastiques mais sur une roue de 1m50 de diamètre et 0.50m de largeur et crantée en matière synthétique (légèreté) sur laquelle plus de 2 000 enveloppes s'emboîtent les unes après les autres à plat en ne prenant que très peu de place. Et la roue est réutilisée indéfiniment. Coût d'emballage et de livraison divisé par 3 !





**Bernard de
BOISCHEVALIER**

Commercer Autrement

Le Symbole des Producteurs Paysans (SPP)

Le **Symbole des Producteurs Paysans** s'inscrit dans le vaste champ du commerce équitable, tel qu'il a été énoncé en 2001 par les principaux mouvements du commerce équitable :

« *Le commerce équitable est un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au sud de la planète.*

Les organisations de commerce équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel ».

Voilà, le décor est planté, tout y est : les déséquilibres du commerce international, les producteurs marginalisés, les consommateurs et leur rôle dans une démarche citoyenne.

Tout ceci a été précisé plus récemment, en 2018, dans la charte du commerce équitable signée par de nombreuses organisations, mais pas par SPP, avec notamment un accent plus important sur la dimension environnementale, et l'apparition de la problématique du commerce équitable Nord-Nord, c'est à dire ne se limitant pas au commerce Nord-Sud.

En effet, l'expérience acquise dans le travail commun avec les organisations de producteurs du Sud, l'ancien Tiers-Monde, n'a pas manqué de susciter des interrogations, comme celles aujourd'hui de la situation souvent difficile des agriculteurs français, ou européens, et que les mécanismes mis en œuvre dans le commerce équitable Nord-Sud pouvaient trouver aussi leur application ici, au Nord.

Cela été difficile à comprendre pour les dirigeants de SPP, des dirigeants paysans latino-américains : pour eux, tout le monde était riche en Europe, même les paysans !

La loi sur l'Economie Sociale et Solidaire de 2014 donnait une définition précise du commerce équitable, ne le réservant justement pas aux relations commerciales internationales. En août 2021, la loi « climat et résilience » a renforcé cette définition, y intégrant l'agroécologie et la protection de la diversité comme partie intégrante du commerce équitable et surtout rendant le recours à un label reconnu par les pouvoirs publics obligatoire, à compter de janvier 2023, pour toutes les entreprises se réclamant du commerce équitable.

Le développement du commerce équitable durant les 20 dernières années a été marqué par l'apparition de tensions, et notamment dans les marchés de masse.

On a ainsi vu apparaître des produits labellisés provenant de plantations ou de l'agriculture sous contrat, des modèles très différents de celui des coopératives et de l'agriculture paysanne. Dans un certain nombre de pays, en Amérique latine notamment, ces modèles s'affrontent durement.

Des coopératives de petits paysans latino-américaines se sont senties dépossédées de leur outil, le commerce équitable, au profit de grandes entreprises,

C'est ainsi qu'est né en 2004 le **Symbole des Producteurs Paysans** (ou Petits Producteurs en espagnol et en anglais) : la volonté d'affirmer un modèle exigeant de commerce équitable, géré par des petits producteurs. La CLAC, Coordination latino-américaine et des Caraïbes, en sera à l'origine. Suite à des divergences fortes avec Fairtrade International (Max Havelaar en France), SPP prendra son indépendance vis à vis de ce système de labellisation.

SPP se définit comme un réseau de petits producteurs d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, travaillant en alliance avec des entreprises et des consommateurs conscients. **SPP** promeut des produits de haute qualité et les valeurs des petits producteurs et travaille pour une vie digne et pour la planète.

Le label SPP est certifié de manière indépendante par des organismes de certification tiers, une différence par rapport à d'autres systèmes.

SPP est à la fois un mouvement de coopératives paysannes du Sud et un label de commerce équitable certifié indépendamment. Pour **SPP**, les paysans membres ne sont pas les « bénéficiaires » du système, ils en sont les acteurs !

Aujourd'hui, ce sont environ 120 organisations paysannes de 26 pays, qui sont membres de **SPP** et propriétaires du cahier des charges du label. Cela représente environ 500 000 personnes, soit 2,5 millions avec les familles.

On trouve des produits labellisés dans une quarantaine de pays, la France étant de loin le plus important débouché, mis sur le marché par une cinquantaine d'entreprises. Il y a une soixantaine de produits, ou plutôt de gammes de produits, différents.

Quelles sont les vraies spécificités de **SPP**, par rapport à d'autres systèmes de labellisation ?

Tout d'abord, un « petit producteur » doit avoir au maximum 15 hectares de terre (pour 85 % des membres de la coopérative). Le type d'organisation est la coopérative : pas de plantation industrielle avec du travail salarié, pas d'agriculture sous contrat qui ne favorise pas l'organisation des producteurs. Le renforcement des organisations est une des clés du développement. Renforcer son pouvoir de négociation, voilà le principal sujet !

Le modèle agricole mis en œuvre est celui de l'agriculture paysanne, ou familiale. Il s'appuie sur des pratiques culturelles respectueuses de l'environnement ; désormais, tous les produits **SPP** doivent être certifiés biologiques.

Le système de fixation des prix minimum est entre les mains des producteurs, au travers du cahier des charges, dont ils ont la maîtrise. Seules les organisations de producteurs ont le droit de vote dans l'assemblée générale de **SPP**. Les producteurs agissent en concertation avec les entreprises acheteuses, afin de prendre en compte les contraintes du marché.

Les prix **SPP** minimum sont supérieurs à ceux d'autres systèmes de labellisation du commerce équitable. La traçabilité physique est totale et des règles strictes s'appliquent pour les produits composés : 50 % minimum de produits **SPP** pour pouvoir être labellisés, obligation d'utiliser des ingrédients **SPP** quand ils existent.

Une exigence forte est demandée aux entreprises acheteuses de s'engager sur le volume d'achat **SPP**. Il s'agit là d'éviter ce qu'on appelle parfois le « *fair washing* », par exemple faire 90 % de sa communication sur le commerce équitable, alors que celui-ci ne représente que 1 % du volume d'affaires. Ainsi les acheteurs **SPP**, qui sont aussi contrôlés par des certificateurs indépendants, doivent s'engager à acheter, par gamme de produit (par exemple, le cacao), au moins 25 % de produits **SPP** à l'issue de la cinquième année.

Et, c'est exigeant pour les entreprises, notamment la diversité des sources d'approvisionnement.

SPP reste à ce jour une initiative d'ampleur modeste, mais porteuse d'une exigence au sein du commerce équitable, qui doit être promue.



La culture **Autrement**

L'Art doit être accessible pour tous, la **Chambre d'Eau** le « décroïssonne » en le transportant des zones urbaines vers sa petite commune rurale et celles de l'Avesnois.

La **Chambre d'Eau** est une résidence d'artistes pluridisciplinaires, implantée au Favril, un village de l'Avesnois dans les Hauts-de-France.

Vincent DUMESNIL, directeur, explique que ce lieu veut donner des espaces de travail et de création à des artistes, et aussi travailler avec les habitants et le territoire pour développer et partager la culture avec tous. La Chambre d'Eau soutient la création contemporaine et s'attache au développement culturel du territoire rural. Les piliers de son action sont multiples et notamment le **décroïssonement** : le public prend part au travail artistique, cela peut générer des rencontres, l'accueil d'artistes chez soi...



La **convivialité** se construit par le développement de la relation de la personne par rapport à l'artiste, sa créativité et son Art. L'artiste doit « **reconnaître et rejoindre la personne dans sa propre culture** ».

C'est par exemple le pêcheur de l'étang (lieu de pêche de son enfance) qui va aider l'artiste à monter sa structure créative au-dessus de l'étang et chacun échange sur ses savoirs « artistiques par rapport à l'œuvre, et historiques par rapport à la vie de l'étang ».

La Chambre d'Eau souhaite travailler aussi avec les enfants comme avec les adultes dans la « **durabilité** ». Les projets dans l'environnement scolaire durent plusieurs mois : les enfants des écoles primaires et des collèges, lycées du territoire participent à la création des expositions en travaillant avec les artistes sur leurs thématiques. Enfin, l'«Artothèque » propose le prêt d'œuvres aux établissements scolaires et aux particuliers.



La Chambre d'Eau favorise la **porosité** entre le monde artistique et le monde rural. Lors de leurs créations les artistes en résidence au Favril, partent du « Local pour aller vers le Global ».

Les artistes se nourrissent de la culture et de la vie des gens, il existe alors une « porosité » pour mêler les deux mondes : artistique et ruralité. Un artiste en lien avec un éleveur de chèvres relevait par exemple des similitudes

dans l'incertitude de leur travail respectif.

Les artistes ont besoin des personnes du territoire pour alimenter leur créativité et travailler sur leurs spectacles. Ainsi naissent des projets culturels bâtis sur des échanges et des complémentarités entre artistes, habitants, professionnels (agriculteurs, commerçants, élus, enseignants) et jeunes.

La Chambre d'Eau permet **l'éclatement des postures** : d'un côté les artistes, de l'autre les spectateurs, en cassant les « Barrières et les Codes ». Les habitants s'approprient le spectacle et ne sont pas que des « Regardants ».

Les habitants participent avec les artistes aux montages des créations, puis assistent aux spectacles et prennent des responsabilités. Ils deviennent « **co-constructeurs et acteurs de leur propre culture** ».

Pour Vincent DUMESNIL, il faut révéler la culture de chacun. L'artiste doit s'appuyer sur la culture de chacun, lui permettre de la faire exister : c'est le « **Droit Culturel** ».

Prendre soin **Autrement**

Après un début de carrière dans les métiers de la finance de marché et du conseil en management, Christian PETITEAU a rejoint en 2005 la Fédération de l'Arche en France, tout d'abord à la Communauté du Sénevé près de Nantes puis en 2014 pour prendre la responsabilité de la communauté de L'Arche Lille Métropole.



Christian PETITEAU
Directeur de l'Arche Lille

« **Karine est une femme coquette.** Elle aime se faire belle, elle aime les bagues de toutes les couleurs. Karine aime la vie, la fête un peu, mais attention, quand ça va trop loin, trop fort, Karine du fait de son état psychotique peut avoir tendance à exploser, crier fort et se mettre en mode panique. Avec Karine, on est toujours sur le qui-vive. Ça peut aller bien comme ça peut être difficile. Il faut du tact pour être avec Karine ! »

Depuis sa fondation en 1964, l'Arche est un projet qui se construit sur la relation. Sans idéaliser toute relation, on sait combien il y a de belles relations, et d'autres qui font du mal. Mais le désir est resté je crois, intact, d'une relation qui fait du bien, une relation d'aide. Une relation où l'on n'est pas assez pauvre pour ne rien avoir à donner, où l'on n'est pas assez riche pour n'avoir rien à recevoir.

L'Arche : Ce sont des lieux où vivent et travaillent ensemble des personnes adultes en situation de handicap mental et ceux qui les accompagnent, à savoir les « assistants » salariés ou volontaires dans le cadre du service civique. A L'Arche, on fait l'expérience de la relation transformante. La relation, lorsqu'il y a reconnaissance entre deux personnes, elle engage.

La mission de L'Arche est de faire connaître les dons des personnes ayant une déficience intellectuelle qui se révèlent à travers des relations mutuelles, sources de transformation. Développer un environnement communautaire qui réponde aux besoins changeants de ses membres, en demeurant fidèle aux valeurs essentielles de leur histoire fondatrice. S'engager dans les cultures respectives et travailler ensemble à construire une société plus humaine. « **Considérer que les personnes les plus fragiles nous apportent un plus, se mettre à l'école des petits. Ils sont la clé de ce qu'ils peuvent transmettre à notre société, On revient aux fondamentaux des besoins de la personne humaine** »

L'Arche existe donc depuis plus de 50 ans, et ce dans 35 pays à travers le monde. Et l'expérience montre que quels que soit le pays, le niveau de développement, la culture, la religion...au cœur du projet c'est toujours le même sujet, le même moteur : la relation et le besoin d'amitié. Ce besoin de lien.

Avec L'Arche nous ouvrons un nouveau projet à Lille en octobre 2021 : **la maison St François.** La maison Saint François est construite à l'envers de beaucoup de principes que l'on s'applique aujourd'hui. Cette maison part de ce postulat de la relation de la réciprocité entre des personnes différentes. Elle comprend un habitat partagé de 15 personnes, avec des personnes qui ont l'expérience du handicap mental, des personnes âgées, des étudiants.

L'action de L'Arche reste modeste. Elle est une expérience au service de la société. Elle ne révolutionnera pas le monde, elle est bien trop petite pour cela. Mais elle prend sa part, comme le colibri prend sa part dans la légende pour éteindre le feu de forêt du seul réservoir d'eau qu'offre son bec.

Publications

Bouleversante fragilité, l'Arche à l'épreuve du handicap de Christian SALENSON

Prenez soin de votre âme, Petit traité de l'écologie intérieure de Jean-Guilhem XERRI psychanalyste

Sur le web : <https://www.arche-lille.org/> : A découvrir : leur histoire, leur vie avec des témoignages, des vidéos et quelques numéros de la revue en ligne.... et trouver sur You Tube des vidéos de l'Arche *international* qui sont très interpellantes : Italie, Japon, Kenya, Égypte.



L'implication citoyenne **Autrement**

Geoffrey MATHON, premier adjoint et
Directeur Général des Services à la Mairie de Loos -en Gohelle



La ville de Loos-en-Gohelle en transition...

À partir des années 1960, l'industrie minière dans le Nord-Pas-de-Calais entame un lent déclin marqué par la fermeture successive de puits et une réduction de la production. Il s'achève définitivement en 1993, avec la dissolution des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais, un établissement public responsable de l'exploitation du charbon depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. C'est le coup de grâce donné à une industrie vieille de plus de plusieurs siècles (la première grande extraction débute en 1720 à Fresnes-sur-Escaut) qui a profondément marqué le territoire : on compte aujourd'hui plus de 600 puits foncés, 100 000 km de galeries creusées (un tiers de la distance entre la Terre et la Lune !) et deux milliards de tonnes de charbon extraites sur l'ensemble du Bassin minier.

À Loos-en-Gohelle, le dernier puits de mine, la base 11/19, ferme ses portes en 1986 et déclenche, comme partout dans la région, une crise économique, sociale et identitaire majeure. En effet, outre le chômage, qui prive de ressources de nombreuses familles, la fermeture de la mine fait disparaître les repères donnés par un système paternaliste et encadrant. Les Houillères régissaient tous les aspects de la vie sociale (logement, santé, éducation, loisirs) et la fin brutale de ce monde a suscité un sentiment de désœuvrement, de désespoir. Elle a contribué à changer le regard des Loosois sur eux-mêmes et à générer de la honte, une perte de reconnaissance et de dignité.

Cependant, certains ici parviennent à voir la crise comme l'opportunité de faire autrement, de désobéir à la pensée unique et de s'affranchir d'un modèle de développement non-durable, aliénant, prédateur pour l'homme et pour l'environnement. Le pari est fait de la résilience par la culture et l'écologie (la résilience est entendue ici comme la faculté à rebondir après un choc en s'appuyant sur les leçons du passé) pour se tourner vers un nouveau modèle de développement plus soutenable. En plaçant la question du développement humain, du recouvrement de la dignité et de l'estime de soi au cœur de son projet, la municipalité déplace les termes du débat et change de perspective : il ne s'agit plus de débats d'ingénieurs mais bien d'un débat de sciences humaines.

La ville se met alors en transition et développe progressivement une méthode de conduite du changement vers un modèle de ville durable. Cette méthode est le fruit de nombreuses expérimentations et innovations menées au fil des années et est le résultat d'efforts de conceptualisation successifs. C'est un travail toujours en cours qui s'enrichit régulièrement de conclusions d'évaluations menées en interne ou par des intervenants extérieurs.

Au plus fort de la crise, la stratégie adoptée consiste d'abord à valoriser la mémoire locale et la diversité des savoir-faire locaux, à sauvegarder le patrimoine industriel minier (dans une période où terrils et infrastructures étaient vendus pour être rasés) ainsi qu'à promouvoir



et reconnaître les valeurs populaires cultivées à l'époque de la mine. Le point d'orgue de cette démarche est sûrement l'organisation du festival populaire des *Gohelliades* dont la première édition s'est tenue en 1984. Cet événement, organisé chaque année et qui perdure encore aujourd'hui, a permis la tenue de nombreux spectacles participatifs mettant en scène l'histoire du territoire de la Gohelle et de ses habitants. Ainsi, les concours de décoration des terrils, les expositions, les concours artistiques ou encore les spectacles sons et lumières dans lesquels les habitants jouent leur propre rôle, ont permis de générer une dynamique collective qui a constitué un premier levier de transformation du territoire. En plaçant la créativité et la prise d'initiative au service de l'environnement et du vivre-ensemble, cet épisode constitue un moment fondateur qui a planté les germes de la résilience locale en soutenant un rebond et en faisant entrevoir une nouvelle trajectoire de développement.

Un autre aspect essentiel de la méthode loossoise consiste à impliquer les habitants dans la transformation de leur ville, avec une dimension de responsabilisation. Il ne s'agit pas de rassembler les gens et de remplir des cahiers de doléance, mais bien de reconnaître aux habitants un droit d'initiative et d'en faire des contributeurs impliqués dans l'élaboration des politiques publiques. L'idée est de chercher à construire tout nouveau projet à partir des besoins exprimés par la population et de développer à travers l'action et l'engagement des capacités d'initiative, de prise de risque, d'autonomie et de coopération. C'est ce que nous appelons la « capacitation », ou *empowerment* en anglais.

Par exemple, un autre moment fondateur est la révision du plan d'occupation des sols (1995-1999) pour laquelle la Mairie a mis en place une démarche innovante : celle d'impliquer les habitants dans l'adoption d'un document de planification urbaine et de réaliser collectivement un véritable diagnostic social et environnemental. Issue de ces travaux, la Charte du cadre de vie (1995-2000) est un document coconstruit avec toutes les parties prenantes (agriculteurs, commerçants, éducateurs, habitants) qui constitue encore aujourd'hui la feuille de route de la transition écologique locale de la commune.

Enfin, ces efforts d'implication des habitants, de valorisation de la mémoire et des savoir-faire locaux sont consubstantiels d'un travail de mise en récit. Aussi appelée « approche narrative », cette démarche correspond au fait de raconter une histoire et de se servir de la force évocatrice et mobilisatrice du récit comme levier d'action sociale. L'objectif est de susciter le désir d'agir en construisant collectivement la vision d'un futur désirable pour le territoire en se nourrissant des leçons du passé et en s'appuyant sur un socle de valeurs communes. Il s'agit de viser une étoile en faisant rêver les gens avec un nouveau projet auquel chacun peut contribuer et s'identifier. En pratique, cela révèle de nombreux enjeux : créer les conditions d'expression des leaderships, intégrer des enjeux parfois contradictoires (ce qui est le propre du développement durable), passer en mode projet en reconnaissant le droit à l'erreur, le droit d'innover...

Mais le plus important est que tout cela produit des résultats. Tout d'abord, la démarche emporte l'adhésion de la population, qui renouvelle sa confiance à Jean-François Caron et ses équipes à chaque élection municipale depuis 2001 sur des scores électoraux en constante augmentation (82,09% en 2008 ; 100% en 2014). Le projet loossois s'accompagne en outre



de réalisations concrètes qui permettent de baliser le chemin parcouru. C'est ce que nous appelons, les « cailloux blancs ». Il s'agit de résultats thématiques qui touchent de nombreux secteurs du développement durable : transition énergétique, système alimentaire, biodiversité, éco- construction, action sociale, développement économique... Par exemple, 12,5% des surfaces agricoles utiles de la commune sont converties au bio (environ 100 ha sur 800 ; soit 6,5 fois la moyenne régionale), 15% des logements sont éco-conçus et la base 11/19, un ancien site minier situé à l'intersection des villes de Lens, Liévin et Loos-en-Gohelle, est devenu un pôle d'excellence du développement durable avec plusieurs structures de pointe sur les éco-activités, la formation en bâtiment durable, etc. Une société d'économie mixte associant acteurs publics et privés dont les habitants de Loos porte actuellement le déploiement d'un plan solaire participatif pour produire l'équivalent de la demande d'électricité de tous les bâtiments communaux...



En 2014, la ville a signé un accord de partenariat avec l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) qui a évalué sa méthode et l'a reconnue démonstrateur national de la conduite du changement vers une ville durable. Enfin, la méthode loossoise produit des résultats systémiques, des résultats d'ensemble. Elle permet notamment de générer des externalités positives, c'est-à-dire des effets indirects, non voulus et bénéfiques. Ces effets sont multiples (confiance, bien-être, résilience, augmentation du pouvoir d'agir, prise de risque collective, plus forte capacité de mobilisation, bénévolat) et constituent un patrimoine collectif immatériel qui renforce l'action publique.

Afin de partager son expérience et de parfaire sa stratégie de conduite du changement la ville de Loos-en-Gohelle s'est mise en relation avec d'autres villes et territoires pilotes pour identifier les invariants d'une méthode locale, démocratique et efficace pour conduire la transition. Le référentiel cristallisé par cette démarche, portée dans le cadre d'un institut pour la transition économique, a permis de mettre en lien toute une série d'acteurs, de territoires et de réseaux au niveau national pour créer un espace ouvert de coopération : c'est la Fabrique des transitions, qui agit pour le changement d'échelle, non pas en répliquant les bonnes pratiques d'un territoire à l'autre mais en créant les conditions de transformation du cadre de pensée et d'action. Elle fédère une communauté apprenante et agissante qui met en travail les contradictions en son sein et agit pour accélérer les transitions.

Dès le lendemain de ce témoignage, au cours d'une visite guidée avec Madame Valérie Caron, chargée de projet Conduite du Changement et Eco-transition, certains des participants sont allés observer sur le terrain quelques-uns des résultats.

L'agriculture **Autrement** »

La visite inspirante dans les Monts des Flandres a commencé le matin par une rencontre dans une salle municipale de Bailleul pour écouter et échanger, suite au témoignage de Bertrand DEVIENNE, exploitant agricole à Bailleul et de Jean-Michel CALCOEN, administrateur de l'association « Terre de Liens », qui participe à l'achat de terres pour faciliter l'installation de jeunes agriculteurs.

Terre de Liens est un mouvement citoyen français dont l'une des ambitions est de supprimer le poids de l'acquisition foncière pour les agriculteurs, ainsi que d'œuvrer à la préservation du foncier agricole. Notamment en luttant contre la spéculation foncière et l'artificialisation des terres agricoles.

Terre de Liens est à la fois une Foncière, reconnue par les SAFER, un réseau associatif présent sur toutes les régions du territoire français, qui sensibilise notamment les élus aux jeunes « NIMA » (« non issus du milieu agricole »), et une Fondation. Poursuivre a apporté son soutien à cette initiative en prenant une part (modeste) dans le capital de sa Foncière.

C'est ainsi que l'achat des terres de Bertrand et Louise Devienne a été financé pour partie (40%) par « Terre de Liens Nord ». Depuis 2016 ils ont installé une ferme « Les jardins du Noteboom » et réimplanté un écosystème dans le cadre d'un **chantier participatif**, en favorisant la biodiversité et la durabilité.

Leurs productions : maraichages, fruits du verger, plantes aromatiques cultivées ou sauvages, céréales et pommes de terre. Et ils transforment ces productions labellisées « Bio » pour proposer aux consommateurs une nourriture saine et respectueuse de la Terre : conserves de légumes, de plantes aromatiques et de confitures vendues en circuit-court (marchés et site Internet).

Ils sont à l'initiative d'un **site coopératif de ventes par Internet « Colloc Flandres »** avec 6 jeunes producteurs et artisans. Ils veulent créer du lien pour « Vivre ensemble » entre producteurs et consommateurs.

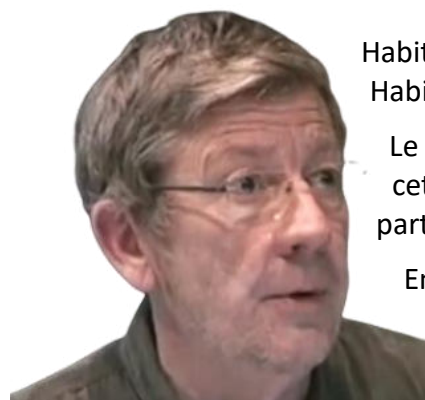


Après la visite de leur ferme et de la ville de Bailleul, les Poursuivants ont déjeuné au gîte de la ferme Beck, où leur a été présentée la fabrication d'une bière artisanale.

Et l'après-midi s'est terminée par la villa Marguerite Yourcenar au Mont-Noir, qui accueille en résidence des écrivains européens.



Habiter Autrement



Jean-Louis SEHIER

Pionnier de

<https://www.habitatparticipatif-france.fr>

Habitat participatif, Habitat partagé, Habitat groupé, Habitat groupé autogéré, Habitat groupé participatif, co- habitat, co- housing...

Le vocabulaire reste fluctuant et différents termes sont utilisés pour désigner cette réalité, même si depuis quelques années, l'expression habitat participatif semble mise en avant.

En 2020, c'est sous le nom « **Habitat Participatif France – HPF –** » qu'a été créé le mouvement national qui fédère toutes les associations régionales et nationales qui cherchent à développer ce type d'habitat, et c'est sous ce nom qu'a été lancé un site internet qui rassemble l'essentiel des informations sur le sujet.

En juillet 2021, les rencontres nationales de l'habitat participatif ont réuni à Lyon mille personnes habitants ou futurs habitants de l'habitat participatif.

Concrètement, **qu'est-ce qu'un habitat participatif ?**

C'est généralement un ensemble d'environ 5 à 20 logements habités par des familles ou des personnes qui ont choisi de se regrouper dans une nouvelle forme de voisinage. Ils **partagent des espaces communs** : jardin, salle de réunion, chambre d'accueil, atelier de bricolage, etc. Ce n'est donc, ni une colocation, ni une communauté.

La **loi ALUR** sur le logement, de 2014 a pour la première fois en France **reconnu l'existence de l'habitat participatif** et encouragé son développement dans beaucoup de régions.

On estime qu'il existe aujourd'hui en France environ 500 groupes qui habitent déjà en Habitat participatif ou sont sur le point d'y habiter et autant qui sont en projet. Les plus anciens ont une quarantaine d'années, il s'en crée de plus en plus chaque année. Ce type d'habitat s'est aussi développé dans plusieurs pays voisins, nos voisins belges sont très en avance sur ce sujet.

Même si beaucoup de professionnels et d'institutions ont des difficultés à intégrer cette nouvelle réalité dans leurs habitudes de travail, des partenaires de plus en plus nombreux **ont bien compris l'intérêt de l'habitat participatif**, d'abord bien sûr **pour les habitants** qui y développent une nouvelle façon de vivre avec leurs voisins mais aussi **pour les collectivités** : l'habitat participatif s'accompagne souvent d'une nouvelle dynamique sociale dans les quartiers où il est implanté.

Pour beaucoup d'entre nous, le **choix de vivre en habitat participatif** a été une **démarche personnelle** de recherche d'une vie collective plus riche au quotidien et plus solidaire avec ses voisins.

Mais c'est aussi une **démarche de nature sociale et politique**, la conviction que c'est à l'échelle locale que l'on peut agir pour vivre autrement, pour changer la société et que les grandes organisations et les grands discours ne suffiront pas à faire évoluer nos sociétés et nos modes de vie. Cela joue sur le vivre ensemble par la solidarité entre les membres du groupe, l'éducation des enfants dans un cadre plus vaste que la famille, la mixité générationnelle et l'intégration des considérations écologiques dès la phase de conception.

Voir <https://www.habitatparticipatif-france.fr>



Mercredi 6 octobre nous sommes allés à la rencontre des habitants de trois habitats participatifs dans le même quartier de Villeneuve d'Ascq pour le découvrir concrètement. Cela a été l'occasion de découvrir qu'il n'y a pas de modèle unique pour définir les priorités d'un groupe d'habitat participatif, mode de vie, de conception, d'élaboration sont propres à chacun et ont évolué avec le temps, des utopies participatives de 1968 à la gestion du vieillissement et la sensibilité écologique d'aujourd'hui.

- L'**écologie** et le climat sont devenus aujourd'hui des axes forts de groupes en création : concevoir un habitat plus écologique, réduire son impact sur la planète sont plus efficaces en groupe que seul, ce fut déjà le cas en 1982, pour les sept familles amies de « **Agrobi** » qui furent les premières à créer leur habitat « Bio thermique » quand le mot « écologie » n'existait pas encore.



-L'éducation des enfants dans un cadre plus large que la famille, le désir de vivre et d'échanger en groupe tout en affirmant l'autonomie des familles a guidé la conception d'**Anagram** en 1985,

- Les bailleurs sociaux répondent désormais à l'appel à projet des habitants. La mixité générationnelle et sociale, le vieillissement à domicile est un objectif très présent pour les « **Toitmoins** », dernier né des habitats participatifs. Il contribue à enrichir la vie sociale des seniors et à retarder l'hébergement dans des institutions spécialisées.



Les projets d'habitat participatif revendiquent une place à part entière pour les habitants dans la conception et la gestion des logements, c'est une véritable révolution culturelle pour beaucoup de professionnels, elle est une clé pour faire progresser la qualité de vie dans l'habitat.

L'après-midi, changement de décors avec la visite de **La villa Cavrois**.

Paul Cavrois, industriel textile fait appel à l'architecte avant gardiste Mallet Stevens pour offrir à sa femme et à leurs sept enfants un « château moderne »

Manifeste architectural ... chef-d'œuvre de l'architecture ... le miracle de la villa Cavrois...œuvre totale ...les qualificatifs ne manquent pas pour parler de la villa.

Une vidéo en conte l'histoire chaotique, du champ de ruines à la renaissance, après quinze années et 23 millions d'euros de travaux.



Le Pacte Civique

Créé en 2011 par une bonne quinzaine d'associations, dont Poursuivre et la Vie Nouvelle, le Pacte Civique vient de célébrer ses 10 ans d'existence. Invités pour les JEM 21 sur la proposition de Roland BRUNO, Jean Baptiste de FOUCAULD, Eric THUILLIEZ, Jean-François DENNIS, ainsi que le maire de Boeschève(Hauts de France) Luc VAN INGHELANDT, nous ont partagé leurs expériences.



La fraternité est l'une des quatre valeurs du Pacte Civique, avec la créativité, la sobriété et la justice pour «penser, agir, vivre autrement en démocratie» afin de bâtir un monde désirable pour tous, plus fraternel et plus résilient. Les réponses à apporter à la montée des inégalités, aux dénis de la fraternité, comme au dérèglement climatique et à l'extinction progressive des espèces, questionnent le fonctionnement de nos sociétés, ainsi que leurs valeurs sous-jacentes. Elles requièrent aussi une attention aux méthodes pour démultiplier l'efficacité de l'engagement citoyen.

Depuis 2018, le Labo de la Fraternité dont le Pacte Civique est membre fondateur, produit des données **sur l'état du lien social en France**, sous la forme d'un Baromètre de la Fraternité. Sortie le 16 mai 2021, l'étude d'opinion réalisée par l'IFOP auprès de 1500 citoyens représentatifs, comprend un focus supplémentaire sur le gap des générations et sur la solidarité intergénérationnelle.

La fraternité révèle des attitudes ambivalentes ; elle suscite à la fois une véritable envie de partage et de diversité, mais en contrepartie, elle est synonyme d'impuissance et de doute quant à sa faisabilité. De plus elle reste contradictoire, l'inquiétude vis-à-vis d'autrui s'intensifiant alors même que l'envie de l'autre s'amplifie. En voici quelques points saillants :

- La France est davantage perçue par ses habitants comme étant un pays généreux, tolérant, ouvert d'esprit et respectueux des différences. Ils estiment vivre dans un pays dont la diversité constitue une valeur clé.
- Si dans l'absolu, la diversité est perçue comme une bonne chose, les Français sont désormais plus d'un sur deux à s'en inquiéter, jugeant que « la diversité nous fait perdre notre identité et nos valeurs. »
- La propension à agir davantage avec des personnes différentes demeure élevée mais l'attitude de méfiance à l'égard d'autrui progresse
- Les opinions des français à l'égard de l'immigration se raidissent. Ils estiment accueillir déjà de nombreux étrangers au sein de leur pays et ne pouvoir en accueillir plus, à l'exception des réfugiés des pays en guerre.
- Le sondage montre également que dans sa majorité, la jeunesse française considère comme probable un risque de conflit générationnel, mais pour autant, des collaborations fréquentes entre les générations restent généralement ancrées dans leur quotidien.

Le Baromètre de la Fraternité en 2021 met ainsi en évidence de nombreux clivages au sein de la population française, dans les relations intergénérationnelles ou bien encore dans le rapport à l'immigration. Cependant nous pouvons rester positifs face à la perception des Français, qui apprécient de plus en plus de vivre dans un pays tolérant et respectueux des différences.

Copyright du N°9 Juillet 2021 Journal du Pacte Civique, avec l'autorisation de Jacky RICHARD, coordonnateur.



Sur quelles valeurs nous appuyons-nous ?

Dans mon expérience, les valeurs sont un mélange d'aventures, de réflexions, de choix. Je peux vous en partager quelques-unes :

La découverte de la **dimension politique**. Contrairement à nombre de mes contemporains, je n'ai pas vécu les événements de Mai 1968 d'une manière négative et encore moins destructrice. Il s'agissait pour moi d'une révolte contre une certaine matérialisation de la vie. La revendication d'un souffle qui soit lui-même animé par des choix de société et donc par des convictions profondes. Dans ce cadre j'ai rencontré l'importance qu'il convenait de donner à la dimension politique des convictions et des rêves. Une société de dialogue, d'exigence de justice sociale, une gestion commune des libertés, voici autant de convictions qui exigent des traductions politique, économique et sociale. Attention au bla-bla moralisateur ! Et c'est un avocat qui vous le dit ! Alors l'engagement politique n'est pas un enfermement sur moi-même ni sur des vérités que je prétendrais défendre, mais une exigence d'authenticité.



Guy AURENCHE,
avocat honoraire, ancien prés. de
l'ACAT et du CCFD-Terre Solidaire

Ma capacité de sauvetage. Dans le cadre des activités de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), j'ai découvert le rôle que la dynamique des droits de l'homme pouvait jouer dans le combat contre les grandes inhumanités. L'acte de foi en la dignité de la personne humaine, proclamée par la Déclaration universelle des droits de l'homme (10.12.1948), doit se traduire en interdictions et en obligations, en droits et en devoirs. Ce socle commun, aussi ambigu soit-il, permet la réunion d'hommes, de femmes, de peuples, très différents, autour du même objectif : ne pas retomber en barbarie et par exemple abolir la torture et secourir les victimes de cette sauvagerie. J'ai alors découvert qu'une action solidaire, organisée, persévérante, aboutit à un résultat inespéré : libérer les victimes de la solitude qui leur était imposée et qui les détruisait. « Lorsque j'ai appris, au fond de ma cellule, qu'une campagne de lettres de soutien avait lieu en ma faveur, ce jour-là j'étais sauvé ! » Je fus surpris lorsqu'un ancien prisonnier chilien me révéla l'efficacité salvatrice d'une action que je pensais banale, ponctuelle, sympathique mais limitée. Lorsque je disais à ce prisonnier qu'il ne fut pas sauvé tout de suite car il fut détenu et torturé pendant plusieurs mois, il se mit en colère. « J'étais sauvé car je n'étais plus seul ». Nous voici appelés, dans le quotidien de notre vie, à assumer nos possibilités de sauvetage de ceux et celles que la vie, l'injustice, la répression ont totalement isolés. Nous voici capables de briser la solitude. Alors la valeur de la solidarité prend les traits de visages humains et engage à des actions.

« Ensemble ». C'est dans le cadre de l'action du CCFD-Terre solidaire (Comité catholique contre la faim et pour le développement) que l'exigence du partenariat m'est apparue non seulement un mode d'action plus efficace mais aussi une valeur humaine nécessaire pour construire une société. Ne pas faire « À la place de ». Plus positivement s'organiser pour que le projet de développement prenne sa source dans l'intelligence et le cœur des victimes, qu'ils soit réfléchi et organisé avec d'autres partenaires, pour être enfin réalisé par les acteurs de terrain. Cette dimension du partenariat doit pouvoir trouver ses applications dans le domaine de la vie politique française comme dans celui des relations humaines en général. Le partenariat n'est jamais une chose facile. Il exige l'humilité des partenaires, l'écoute



mutuelle, la volonté de collaboration, la confiance dans un contrôle exercé par chaque acteur, au service de la fidélité à leur engagement.

Ces trois valeurs tirées de l'expérience, se rejoignent dans un même désir et conduisent à une conviction commune : **la fraternité**. Ce mot n'est pas un slogan si nous le traduisons dans des réalités personnelles et sociales. La fraternité risque d'être vidée de son sens, si l'on n'accepte pas d'en approfondir les racines. Pour moi l'encyclique du pape François, Fratelli Tutti, associée à l'encyclique Laudato Si', peut servir de socle, de source, de ressort à la fraternité. Ce texte mériterait d'en organiser le partage, bien au-delà du monde catholique. Même si le pape le présente comme « une modeste contribution à la réflexion pour que nous soyons capables de réagir par un nouveau rêve de fraternité et d'amitié sociale qui ne se cantonne pas aux mots ».

Le document souligne avec réalisme (nous oublions souvent la lucidité), « les ombres d'un monde fermé ». Puis il raconte le récit du sauvetage d'un blessé par un étranger sur les routes de la vie (le bon samaritain). Et il défend ensuite l'existence d'un monde ouvert et donc relationnel. L'une des conséquences de cette ouverture étant l'exigence d'une réflexion et d'une pratique d'accueil des personnes migrantes. Le pape François appelle ensuite à des mesures d'ordre politique inspirées entre autres sources par la pensée sociale de l'église catholique. Le dialogue et l'amitié sociale sont enfin recommandés comme des chemins sur lesquels les sociétés peuvent s'engager.

Pour terminer, et en tenant compte de notre propre expérience, de notre âge, de nos possibilités et de nos limites, j'aimerais rappeler, me rappeler chaque matin, cette phrase

« Ajoute de la vie à tes jours plutôt que des jours à ta vie » !





« **Mon parcours est celui d'un gamin en difficulté de la région parisienne.** »

« À l'époque, les entreprises d'insertion n'existaient pas. À l'âge de 17 ans, et pendant quatre ans, ce sont les moines de Tamié en Savoie qui ont remplacé mes parents. Chez eux, j'ai appris le travail, qui est une solution, pas une condamnation. J'y ai appris à étudier. J'ai aussi appris l'écologie, qui à l'époque s'appelait encore la nature. J'y ai réalisé mon rêve, celui de devenir chauffeur routier. Pour moi, un métier idéal, on voit du paysage et on mange tous les jours au restau... »¹

À Calais, dans les années 80, « 4 garçons et un curé » fondent la communauté de l'Annonciation avec l'idée d'aider les pauvres, avec peu de moyens mais de l'enthousiasme et la volonté d'être utile, et une conviction forte : le travail est le meilleur chemin pour retrouver sa dignité.

La première entreprise d'insertion a été fondée en 1986 dans la récupération de palettes. En restant dans la filière bois, il fonde la foncière Chênelet en 2009. Celle-ci agit comme maître d'ouvrage spécialisé dans la conception et la construction de logements écologiques de très grande qualité à destination de publics vulnérables. Ce sont des maisons à très faible consommation, adaptées aux revenus modestes et au handicap. Une ossature bois, une isolation par des matériaux naturels (paille comprimée) une conception respectueuse des personnes qui devront y vivre. Peu à peu, le projet séduit les collectivités locales et se propage.

Aujourd'hui, la mouvance du Chênelet revendique 7 300 personnes réinsérées, 135 logements construits relogant 416 personnes.

Sur le plan financier, cela s'est fait en levant une trentaine de millions d'euros, dont Poursuivre est le colibri avec une part symbolique d'environ 2 500 €.

Dans tout le parcours de François Marty, on retrouve 4 valeurs clés :

Solidarité, Engagement, Respect, Exigence.

« Elles guident nos actions et s'expriment au quotidien dans le travail de nos équipes. Elles définissent ce qui nous rassemblent. Elles mettent en phase nos aspirations et nos comportements. Elles irriguent les relations de confiance que Chênelet entretient avec toutes les parties prenantes de son écosystème. Nos valeurs se conjuguent et donnent force aux objectifs de notre modèle de développement de nos activités : indépendance, pérennité, croissance responsable. Ces valeurs sont le bien commun de toutes celles et tous ceux qui participent et mettent en œuvre nos projets sociétaux comme celles et ceux qui en bénéficient. »

Sur un plan plus terre à terre, François Marty, conscient de ses limites en management, entreprend un MBA à HEC. Son ami François Hascoët s'engage en politique jusqu'à être secrétaire d'État à l'économie sociale et solidaire : il l'accompagne et devient son directeur de cabinet. Ses projets cumulent les prix et distinctions, et lui-même devient chevalier de la Légion d'honneur : lors de l'attribution de celle-ci, plus qu'un discours de remerciement, c'est une liste de courses adressées à la ministre du logement.

Car c'est ainsi qu'on avance : en étant force de proposition !

¹ **NDLR** : Avec une présentation comme celle-là, on imagine que l'attention est immédiatement captée. François MARTY a obtenu la meilleure évaluation après Florence JANY CATRICE.



La place du marché

Le jeudi après-midi, par groupes géographiquement proches, il s'agissait de trouver comment nous pourrions tirer parti concrètement des apports dont nous avons bénéficié et des rencontres que nous avons faites.



Cela a donné naissance à 23 « fiches projet ». Celles-ci vont être exploitées par la commission Accompagnement et Développement du Réseau pour aider les Groupes Locaux qui les ont construites à les mettre en oeuvre. Les orientations de ces fiches ont été synthétisées par La Traverse et figurent ci-dessous.

1) Sobriété : prôner une sobriété heureuse pour protéger l'environnement

Faire sa part : Réaliser son bilan carbone ; Mettre en place un "curseur" du nécessaire au superflu

Se former : Organiser un atelier, une conférence pour définir la sobriété ; Faire localement un inventaire de ce qui existe - notamment en matière d'habitat (participatif)

Plaidoyer interpeler les autorités communales après concertation



2) Redonner de la vie au politique - alimenter le débat pour lutter contre l'abstention aux présidentielles



Lutter contre les fakes news en incitant les journaux à être honnêtes : signature de la charte journalisme, questionner les quotidiens au travers du courrier des lecteurs, diffuser cette info dans les réseaux sociaux

Alimenter le débat : Organiser des journées sur les points précis des débats des présidentielles ; Organiser des débats publics sur trois points saillants sur lesquels reposent nos choix de vote

Demander au Mouvement Poursuivre une position sur les différents programmes politiques

3) Augmenter la visibilité pour recruter : Travail en interne à Poursuivre

Faire connaître les groupes locaux : Mieux cibler les publics cibles ; Lancer des partenariats avec des maisons de séniors ; Organiser de visites collectives pour inviter des non-poursuivant-es intéressé-es

Intégrer les nouveaux et nouvelles membres : Travailler préalablement en petits groupes ; Réfléchir aux questions d'inclusivité en interne



Inclusion : *Lister les personnes isolées ; Avoir des référent-es en charge de prendre soin de ces personnes (visites, téléphone, et visio-conférence*

Créer des partenariats : *S'entraider entre groupes régionaux ; Se rapprocher d'autres associations : réserver des salles en commun ; Recenser les double-casquettes associatives ; Organiser des débats*



4) Se rapprocher de l'Économie Sociale Solidaire (ESS)

Se former : *Faire intervenir un-e spécialiste pour définir une notion commune d'ESS*

Mieux connaître les initiatives : *Recenser les initiatives locales en s'appuyant sur les intervenant-es des JEM21 et mieux connaître leurs besoins ; Réaliser un inventaire des engagements dans d'autres groupes de chacun-e*

Faire sa part : *Lister des groupes et banques qui garantissent des placements solidaires pour favoriser l'investissement de chacun dans des projets à valeur sociale*



5) Être un-e bon allié-e pour les nouvelles générations

"Poursuivre Poursuivre" (!), ou comment pérenniser le mouvement : *Demander à celles et ceux qui ont quitté le mouvement pourquoi ils l'ont fait ; Mettre en place les conditions pour éviter ces écueils et maintenir les membres ; Élargir le discours de poursuivre pour toucher de nouvelles personnes*

Réduire sa propre empreinte écologique : *réduire l'empreinte écologique des groupes locaux,*

Soutenir ses petits-enfants et être ouvert-e d'esprit vis-à-vis de nouvelles formes d'engagement (désobéissance civile, etc) ; Être à l'écoute

Militer et faire du lobbying !

A l'heure des bilans, résumé par La traverse :



Relier le Mouvement Poursuivre au Monde

Question posée : Comment partir des apports de la semaine et les relier au-delà du Mouvement Poursuivre ?

Sur les valeurs et leur portée :

- Les valeurs reprises par les témoignages durant la semaine sont : la solidarité, l'engagement, la responsabilité, la confiance, l'exigence, le courage et la persévérance.
- Ces valeurs ont indéniablement une dimension humaniste et universelle. Le Mouvement Poursuivre peut/doit s'articuler avec d'autres mouvements en Europe et ailleurs et qui portent ces valeurs qui s'avèrent être aussi les vecteurs d'un monde plus fraternel (thème de la Semaine Poursuivre).
- Les possibles illustrations sont de situations qui évoluent à l'aune de la référence à ces valeurs sont innombrables.



Dominique LESAFFRE

Sur les apports et les priorités thématiques relevés :

La Sobriété

- Bien documentée par le Pacte Civique, la sobriété, subie ou choisie, s'avère être des conditions aujourd'hui pour une plus grande équité et justice économique dans le monde. Ne fût-ce que sur la question très actuelle de l'accessibilité effective à des bons vaccins, 'normale' chez nous mais encore tellement attendue dans de trop nombreux territoires
- La sobriété énergétique passe d'abord par un (bon) diagnostic et un bilan carbone, de plus en plus pratiqué par les particuliers et les organisations, un peu partout désormais

L'Économie Sociale & Solidaire.

- L'ESS est désormais reconnue comme le premier champ de la possible et nécessaire inclusion socioéconomique, et pas seulement en France, partout et y compris dans les pays de l'OCDE les plus 'avancés' ou dans les pays les plus fragiles.
- S'intéresser à l'ESS est en soi une démarche en fraternité car elle inclue et induit la dimension supplémentaire qu'est la co-construction d'un monde mieux partagé donc plus fraternels.
- Des débats existent sur ce qu'est l'ESS (comme pour le commerce équitable), à mon avis dès lors que la démarche est sincère et d'ouverture vers l'autre, toutes les initiatives ont droit de cité.

La Fraternité

- Une démarche d'ouverture à et vers l'Autre est en soi fraternelle, et il y a matière, chez nous, à proximité de chez nous ou encore loin de chez nous.
- S'ouvrir à l'autre ne signifie pas renoncer à soi-même, mais permet un partenariat dont toutes les composantes existent bien, se reconnaissent entre elles et interagissent entre elles.

Dominique LESAFFRE est président du RIEH et Directeur général de la SIDI, nos partenaires pour l'organisation de ces JEM21.



Pour un développement humain, intégral, solidaire et participatif, en harmonie avec le vivant

Ce réseau a pour ambition de promouvoir l'économie humaine comme une perspective commune face aux défis qu'affronte notre humanité : **inégalités, injustices, repliements communautaires** ou

nationalistes, violences et destruction de la biodiversité. Dans l'expression « économie humaine » l'économie ne se limite pas à ce qu'il est habituellement convenu d'appeler l'économie (c'est-à-dire l'organisation de la production, de la consommation et des échanges de biens et de services). C'est plus largement la façon dont la société s'organise pour répondre aux besoins humains.

RIEH rassemble des personnes et des organisations diverses (associations, syndicats, mouvements d'éducation populaire, universités, collectivités locales, services publics, acteurs économiques...) vivant et agissant en **Afrique, en Asie du Sud et du Sud-Est, au Maghreb et au Machrek, en Amérique Latine, aux Caraïbes, en Europe.**

Il s'enracine dans la vie et l'œuvre de **Louis-Joseph Lebret, dominicain qui a voulu intégrer la dimension humaine dans l'économie.** Sa vision peut se résumer dans la formule fameuse : **le développement de tout l'homme et de tous les hommes ; un développement intégral et solidaire**, selon l'expression qui structure l'Encyclique Populorum Progressio (1967) qu'il a très largement inspirée.

D'abord, en 1942, Économie et Humanisme, puis successivement IRFED, puis DCLI, cette évolution a conduit au RIEH.



La SIDI, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement, est une entreprise solidaire d'utilité sociale. Elle a pour mission de contribuer à la promotion d'une économie plus inclusive, qui donne sa chance aux populations défavorisées, dans les pays du Sud et de l'Est.

La SIDI cherche à favoriser l'inclusion financière, c'est-à-dire faire de la finance un outil au service des populations vulnérables

Créée en 1983, par le CCFD-Terre Solidaire, la SIDI est, avec le Fond commun de placement Faim et Développement, la première institution financière Européenne totalement dédiée à la solidarité.

Elle s'appuie sur un actionariat très diversifié, comprenant aussi des ONG, des congrégations religieuses, des acteurs publics, des institutions financières et des personnes soucieuses d'éthique et d'efficacité sociale dans leurs placements. 41% de son capital est détenu par des particuliers, créant ainsi le concept de chaîne de solidarité pour le financement.



Poursuivre est actionnaire de la SIDI, et chacun de nous peut en faire autant : aller sur www.sidi.fr



Le mot de la Présidence

Aujourd'hui nous clôturons les JEM 21. Grâce à l'investissement de toute l'équipe de Lille !

Au-delà du plaisir de se retrouver et de la qualité des interventions, je voudrais pointer quelques thèmes forts qui ont été abordés pendant ces 5 jours et qui font particulièrement écho avec ce qui anime le Mouvement.

L'héritage et la transmission :

En écho à ce qui s'est dit à différents moments dans la conférence, les tables rondes et les ateliers, autour de la question **de l'héritage et de la transmission**.

La question de la transmission de l'héritage est une question d'actualité à Poursuivre.

En 2022, Poursuivre fête ses 50 ans.

50 ans, c'est un bel âge pour une association comme la nôtre. L'âge de la maturité.

Surtout, c'est un moment important parce qu'on change de génération. Et donc, la question de l'héritage est totalement d'actualité. C'est une question difficile. Il faut l'accepter et se l'approprier pour le faire vivre, et ensuite le transmettre.

Intuitivement, on sent bien que le Personnalisme à quelque chose à dire au monde d'aujourd'hui. Mais quoi exactement et surtout comment ? Dans quels termes, pour qu'il soit entendable pour notre génération et surtout pour la génération suivante ? Où sont les traces, les ferments de sa pensée dans la pensée contemporaine ? Comme le levain, il faut régulièrement le « rafraîchir » pour que le pain lève bien et soit bon.

Il y a là tout un chantier de réflexions à mener. Ça tombe bien, nous sommes un mouvement de réflexion. Sur cette question de l'héritage, je vous livre cette petite citation de Gustav Mahler à méditer sans modération :

« La tradition c'est la transmission du feu et non l'adoration des cendres ! »

Toujours en écho à ce qui s'est dit pendant ces 5 jours, un autre thème fondamental a été abordé :

Inventons ensemble un monde fraternel

Est-ce qu'on peut imaginer, rêver un monde où le bien être, la qualité de l'être humain prime sur l'économie, sur la production, la croissance sans fin, sur la finance ?

Vers un nouvel humanisme :

Après deux ans de crise profonde sanitaire, sociale, économique et écologique, l'idée d'anthropocène a fait son chemin dans les esprits. Jusqu'à présent, l'évolution de la planète était liée à des phénomènes cosmiques extérieurs, aujourd'hui, c'est l'activité humaine qui impacte sur son avenir.

L'une des particularités de l'être humain est d'être un créateur. Créature et créateur, la technique lui a fait un peu oublier qu'il est créature soumise aux lois de la nature comme tout ce qui vit sur terre.



Depuis La Renaissance, mais peut être faut-il remonter jusqu'aux grecs ou à la Genèse, l'humanité, a choisi un rôle de **créateur / prédateur**. Un Humanisme triomphant où l'homme tout-puissant est en droit de détruire la nature pour son seul profit personnel.

Aujourd'hui, on sait que si l'on continue comme cela, on va à la catastrophe. Il faut donc imaginer un nouvel humanisme, une autre manière d'être au monde.

Un humanisme **Créateur / intégré dans la nature**. Un humanisme qui s'appuie sur l'humilité, la modestie et la réciprocité. (Schéma de Gauthier Chapelle).

Ces JEM 21 ont mis en lumière des pistes et des orientations qui rejoignent les grandes orientations du CA pour les trois ans à venir.

Le précédent mandat a diagnostiqué « l'entre-soi » comme un problème crucial pour le Mouvement

Dans la continuité de ce constat, nous proposons **l'ouverture**.

- **Être résolument tourné vers l'avenir** de la Planète. Nous devons garder l'espoir qu'il n'est pas trop tard et que nous pouvons encore rendre le monde plus vivable et la société plus juste. Il n'y a pas de fatalité, ni de voie sans issue.

On peut toujours faire **Autrement**, comme nous l'ont démontré nos intervenants : Florence JANY CATRICE, Philippe ADAÏME, Lamarana Sadio DIALLO et François MARTY et tous les autres.

« La vie est plus forte que la mort ».

« Les prophètes de la fin du monde se sont toujours trompés ».

- **Développer nos partenariats.**

Les JEM 21 ont été réalisées en partenariat avec le RIEH.

Nous devons tisser des liens avec d'autres qui vont dans le même sens que nous, mais aussi, aller voir ailleurs, s'ouvrir l'esprit au maximum.

Bien sûr, il y a les partenariats historiques : La Vie Nouvelle, le Pacte civique, Démocratie et Spiritualité, mais il est important d'en développer d'autres : selon le contexte local, n'hésitez pas à développer tous les partenariats qui vous conviennent ou vous semblent utiles.

- **Se mettre en Mouvement :**

Nous avons une devise : **Mouvement de réflexion pour une réflexion en mouvement.**

Mouvement de réflexion, pas de soucis, on sait faire et on le fait plutôt bien, quoiqu'un peu confidentiellement.

Mais qu'en est-il de la réflexion en mouvement ?

Je commencerai par une petite citation de Jean Baptiste de Foucauld :

« Se poser une question, imaginer une solution, c'est déjà agir ».

Après avoir entendu nos intervenants, visité, découvert les lieux inspirants, vu les réalisations, il est difficile de résister à l'envie de se lancer dans l'action.

Une action se construit toujours sur des compétences multiples et complémentaires. A chacun de choisir, dans le projet collectif du Mouvement dans son ensemble ou d'un groupe local en particulier, à quel niveau d'implication, il souhaite s'investir.

Conclusion : Nous avons au cours de ces 5 jours, surtout dans le travail du jeudi après-midi récolté un minerai brut dont il faut maintenant extraire le meilleur et osons nous lancer. Alors, notre devise sera vécue complètement :

« Mouvement de réflexion pour une réflexion en mouvement ! »





L'envol des JEM21

Malgré tout
 Malgré tout ce qu'il faut subir
 Et faire subir aux autres...
 Malgré
 Malgré tout
 Ne dressons pas le mal
 Et le bien face à face

Ils vont, ils sont ensemble en nous
 Et dans le cours harmonieux des siècles



© Jean SABIRON
*En face du mal, en face du bien
 Il n'y a rien, rien que la vie ensemble.*

« Dans cette situation de partage et de chaos essentiel, y a -t-il une voie qui puisse s'ouvrir vers le meilleur, vers la fraternité ?

« Si je recommençais ma vie, je tâcherais de faire mes rêves plus grands, parce que la vie est infiniment plus belle et plus grande que je n'avais jamais cru, même en rêve. » (Bernanos)



« Je rêve qu'un jour, sur les collines rousses de Géorgie, les fils d'anciens esclaves et ceux d'anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité »

Je rêve qu'un jour, même l'État du Mississipi, un État où brûlent les feux de l'injustice et de l'oppression, sera transformé en une oasis de liberté et de justice » (Martin Luther King, 1963)

Cette **précarité native** est l'un des moteurs du maintien de la vie grâce aux liens interhumains, familiaux et sociaux ; elle s'oppose à l'exclusion.

Cette **précarité native** ne doit pas être confondue avec le seul sens négatif qui lui est ordinairement attaché. Elle ne doit pas non plus être assimilée à la pauvreté. (Déclaration de Lyon du 22 octobre 2011)

Toutes les violences ne sont pas du registre d'une **cruauté « chaude »**, comme la torture, par exemple : il faut savoir reconnaître les **cruautés « froides »**, de plus en plus importantes, du registre du mépris social, de la disqualification et de l'exclusion. (Déclaration de Lyon du 22 octobre 2011)



Il n'y a pas 2 crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale mais une seule et même crise qui requiert une approche intégrale pour combattre la pauvreté, rendre la dignité aux exclus et préserver la nature (François, *Laudato-Si* (139)) **Tout est lié**

Sans lui, je ne serais pas moi ; sans moi, il ne serait pas lui.

(Axel Kahn)

Cela commence par bien écouter l'autre :

« Parfois la rapidité du monde moderne nous empêche de bien écouter ce que dit l'autre. Et au beau milieu de son dialogue, nous l'interrompons déjà et nous voulons répondre alors qu'il n'a pas fini de parler ».



... et dans cette écoute il faut inclure le « corps » : il n'y a pas que les mots qui sont expression, nous sommes trop dominés par le discours :

« des gestes physiques, des expressions du visage, des silences, le langage corporel, voire du parfum, le tremblement des mains, le rougissement, la transpiration, car tout cela parle et fait partie de la communication humaine » (François, Fratelli Tutti)

On a oublié une évidence dans notre société : la fraternité s'apprend. On ne naît pas fraternel, on le devient.

La fraternité nous ramène à l'essence même de notre humanité, c'est à dire à l'évidence première que nous ne sommes rien sans les autres (Abdenmour Bidar)

« Comment pouvez-vous accueillir chez vous, sans méfiance, un homme dont vous ne connaissez même pas le nom ? » L'évêque répondit : « Si, je le connais ton nom, tu t'appelles mon frère ! » (d'après V. Hugo, Les Misérables)

«Avec les autres...

... Serait-il possible de vivre en un lieu plus élevé, plus vaste, plus ouvert ? Serait-il possible d'être vraiment ce que l'on se sent appelé à être ? » (Catherine Ternynck)

Si un étranger réside avec vous dans votre pays, vous ne le molesterez pas. L'étranger qui réside avec vous sera pour vous comme un compatriote, et tu l'aimeras comme toi-même, car vous avez été étrangers au pays d'Égypte (Lévitique, 19,33-34)

Nous avons besoin de systèmes économiques qui donnent à tous accès aux fruits de la création, aux besoins fondamentaux de la vie ; à la terre, à un toit, à un travail » (François, « Un temps pour changer »)



*« Laudato sí, mi signore, per sora nostre matre terra,
La quale me sustenta et governa,
Et produce diversi fructi con colorita flori et herba »
(François d'Assise, Cantique de frère soleil)*

Nous sommes clôture et finitude

Pourtant c'est entre nous

Que sans fin jaillira

Ce que la vie désire

De plus vaste

De plus haut

D'indéfiniment transmutable

(François Cheng)



L'envol – Benoîte Hurel

Symphonie du Nouveau Monde DVORAK
4^{ème} mouvement (allegro con fuoco)



QUI SOMMES-NOUS ?

POUR SUIVRE

est un mouvement d'éducation mutuelle, de recherche et de réflexion où se rencontrent dans un esprit de convivialité plusieurs générations de personnes au-delà de la cinquantaine, issues d'histoires et de parcours très divers. Il leur propose de réfléchir ensemble et de travailler à la promotion de la personne dans toutes ses dimensions : **personnelle, spirituelle, sociale, économique et politique.**

NOS OBJECTIFS

Le Mouvement invite chaque membre à :

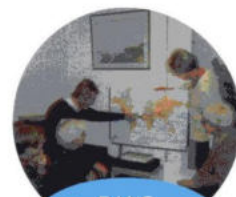
- ✓ **Faire grandir** en lui sa capacité de réflexion et de discernement dans un monde complexe.
- ✓ **Nourrir** sa propre spiritualité, dans le respect des personnes de formations, convictions et appartenances diverses.
- ✓ **Porter** un regard critique sur le monde : œuvrer au respect de la dignité humaine avec confiance dans les ressources des humains.



LES CHEMINS

> CHERCHER LE SENS :

S'interroger sur soi-même, sur le monde et chercher à le comprendre : Poursuivre appelle chacun à cheminer dans la voie de son choix.



DANS L'OUVERTURE

> SE TENIR À JOUR :

Avec des thèmes de réflexion et des activités diverses, Poursuivre incite chacun à se tenir informé.



DANS LA LUCIDITÉ

> ÊTRE UTILE :

Prendre part à la construction d'un monde solidaire : Poursuivre encourage chacun à œuvrer selon ses talents et ses moyens.



DANS LA GÉNÉROSITÉ

> VIVRE SON ÂGE :

Éviter l'enfermement face aux évolutions et aux séparations dues à l'âge, ne pas fuir dans la suractivité : Poursuivre engage chacun à accepter le vieillissement avec sérénité.



DANS LA SÉRÉNITÉ

Rejoignez-nous sur <https://www.mouvement-poursuivre.fr>

Directrice de la publication : Catherine BACHELLIER
Rédactrice en chef de cette édition spéciale : Monique GHESQUIERE
avec la collaboration de toute l'équipe d'organisation des JEM 21

POURSUIVRE, 87 rue de l'Eglise, 75015 PARIS
contact@mouvement-poursuivre.fr